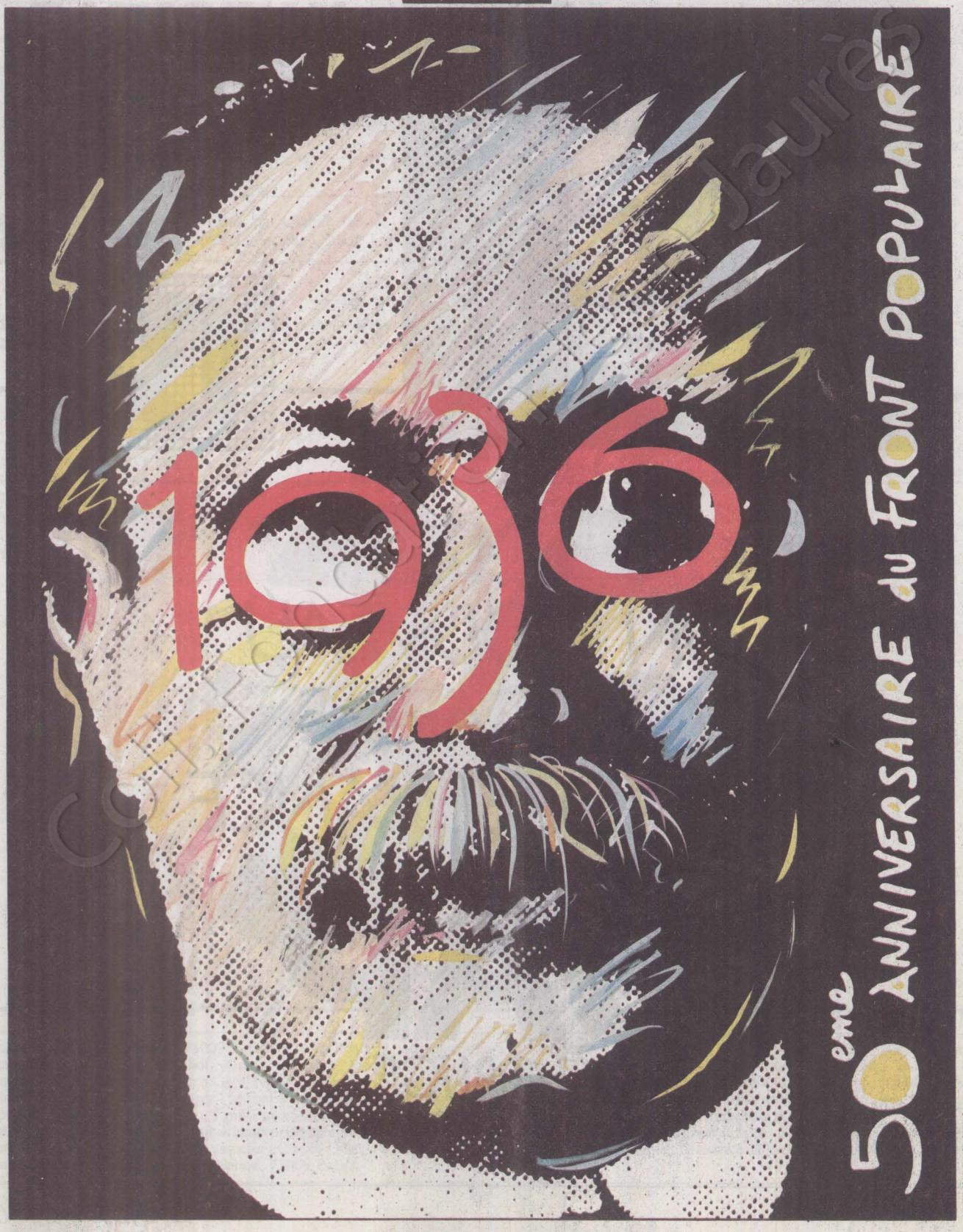
l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 652 - 8 F — 13 JUIN 1986

1936 1986



Collection Jaurès



BANQUE NATIONALE DE PARIS

UN NOUVEAU REGARD SUR L'ASSURANCE

UAP

N°1 OBLIGE

Coll. Fondation Jean-Jaurès



SOMMAIRE

« L'UNITE »
N° 652
du vendredi 13 juin 1986

4 POLITIQUE FRANÇAISE

Bavures : flics ou voyous ?, par Martine Ducousset.
L'éditorial de Claude Estier.
Plan Méhaignerie : une bombe à retardement, par Denis Dangaix.
La chronique de la bêtise annoncée, par Nicole Chaillot.

8 SYNDICATS

C.f.d.t. : l'effet Maire a pris des rides, par Claude Jadoul.
C.n.p.f. : la guerre des Yvon est déclarée, par Claude Jadoul.

12 INDUSTRIE

Madelin veut-il couper le cou aux « Canards boîteux », par Philippe Maquat.

13 MONDE

Cory Aquino, une force paisible et fragile à la fois, par Laurent Fabius.
France-Iran : une affaire de politique intérieure, par Carlos Ferrari-Lopez.

16 DOSSIER

Ascension, apogée et déclin du Front Populaire, par Lucien Curzi.
Une presse très engagée... pour ou contre, par Claude Estier.
Mettons-nous sur notre... 36, par Jean-Pierre Bédeï.
« C'était la fête dans la bonne humeur et le calme. » « Les intellectuels jouissaient d'un très grand prestige », témoignages recueillis par Jean-Pierre Bédeï.
Danier Mayer : « Le Front Populaire fut le mariage de la morale et de la politique », propos recueillis par Fabian Gastellier.

25 POLITIQUE EN BREF

26 MONDE EN BREF

Par Carlos Ferrari-Lopez et Jean Liberman.

26 CINEMA

Un normalement doué chez les surdoués, par Nicolas Chalesle.

30 JEUX

Par Rémy Albert.

30 TELEVISION

Par Fabian Gastellier.



Coll. Fondation Jean Jaurès

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

BAVURES : FLICS OU VOYOUS ?

PAR MARTINE DUCOUSSET

Alors que les socialistes alliaient répression et prévention, le gouvernement Chirac, en couvrant la police quoi qu'elle fasse, est à l'origine de la multiplication des bavures qui commencent à inquiéter beaucoup de policiers eux-mêmes.

LA scène se passe à Marseille, le 20 mai dernier. Mohamed Benmoussa, venu assister avec des amis au concert du chanteur Renaud, se dirige vers deux policiers en mission de surveillance : « Bonjour Messieurs, vous n'auriez pas la monnaie de 100 F ? » « Fais pas chier l'Arabe, s'entend-il gracieusement rétorquer, ici c'est pas un bureau de tabac. » Puis, comme le jeune homme insiste poliment : « Va te faire enculer l'Arabe, on t'a dit de ne pas faire chier. » Ecœuré par ces mauvaises manières, Mohamed lance un formidable : « Allez vous faire voir ! » Il n'aurait jamais dû.

Un des policiers le projette violemment contre un lampadaire métallique, les collègues arrivés à la rescousse alternent coups de pied et coups de poing sur la figure et sur le corps. « Quand ils ont arrêté, j'ai ouvert les yeux. J'ai vu alors les crocs blancs du chien à qui ils avaient enlevé la muselière et tout de suite après, j'ai ressenti une forte douleur à la jambe. La mâchoire du chien me tenaillait la cuisse. » Son copain Marcel tente d'intervenir, il est mordu à son tour au bras. Le flic qui trouve le permis de conduire de Mohamed en rajoute : « Un Arabe, ça n'a pas le droit de conduire. » A bout, le garçon se rebelle : « Hitler est mort. » « Pas Le Pen », lui balance son agresseur.

Quand les policiers s'aperçoivent que leur victime est étudiant en sociologie et animateur à la Fédération Léo Lagrange, ils sont vaguement embêtés. Et relâchent illico un Mohamed en sang, au visage tuméfié. Diagnostic du médecin consulté le lendemain : traces de morsures à la cuisse et au tibia gauche, ecchymoses à l'épaule et à l'aisselle droites, multiples éraflures cutanées. Mohamed a quand même vu la fin du concert. En pleurant. *(« Libération », 4 juin 1986).*

Flic ou voyou ? La scène se passe au commissariat de la place Gambetta, à Paris, le 28 mai dernier. Robert-Claude Henry, un sexagénaire invalide à 100 % — parce qu'atteint depuis des années d'un cancer des os — ne comprend toujours pas pourquoi il se trouve là. C'est vrai qu'il a marmonné dans sa barbe en voyant trois policiers circuler à mobylette rue Saint-Fargeau — actuellement barrée pour travaux — alors que lui, épuisé et malade, devait se coltiner 100 mètres à pied pour rejoindre son domicile. Mais de là à l'embarquer au poste...

Au poste, il y est, Robert-Claude Henry. Et il déguste. Les flics l'ont d'ailleurs prévenu : « Maintenant, tu vas comprendre ce que ça coûte de nous emmerder. » On le fouille, on le bouscule, on l'insulte. Diabétique, il réclame un sucre, juste un sucre : « Tiens, voilà un petit susucre pour le nounours ! » On le traite de pédé, puis d'obsédé sexuel. Un policier le palpe, et le vieil homme craque : « J'ai un cancer. Ce que vous cherchez, je ne l'ai plus... » L'horreur continue : « C'était pas des hommes, mais des monstres. Ils m'ont traité de tous les noms : « Alors, on a les c... molles. » Retenu au poste de police pendant près de 4 h, Robert-Claude Henry est enfin libéré. Marqué à jamais . *(« Le Matin », 30 mai 1986).*

Flic ou voyou ? La scène se passe à Grenoble, sur le trottoir de la place Notre-Dame, le 29 mai dernier. Christine Cacherat, infirmière, gare sa voiture en stationnement interdit. Seulement 10 minutes, histoire de se rendre à la clinique. Un agent arrive très vite, qui verbalise et coince un P.V. sous l'essuie-glace du véhicule. Et qui, voyant la jeune femme retourner boire tranquillement son café, s'énerve et appelle la fourrière.

L'infirmière voudrait bien s'en aller, le policier décide de la conduire au poste. Pas question, s'affole Christine, à cause du rendez-vous à la clinique. Elle s'installe au volant et démarre. Le flic la rattrape, et tambourine sur le capot. Par la fenêtre ouverte, il envoie un violent coup de poing à la jeune femme, lui griffe le visage, et lui arrache une poignée de cheveux. Pour finir en beauté par lui casser le pouce. Fracture du doigt pour l'infirmière, un bras dans le plâtre et 50 jours d'arrêt de travail.

Flic ou voyou ? A Lille José Manuel Zuniga, étudiant en D.e.a. de sociologie et patron d'un snack-restaurant à l'enseigne de « Machu Pichu » lieu de rencontre des latino-américains de la région du Nord, a été inculpé samedi dernier pour outrages et rébellion contre agents de police. Le motif ? Il avait protesté contre le comportement à son égard de deux policiers qui, après l'avoir fait sortir de son établissement,



l'avaient frappé et amené menottes aux mains au commissariat central en débitant tout le long du chemin des insultes et des « professions de foi » du genre : « Il faut nettoyer la France de la merde, vivement que Le Pen soit au pouvoir. »

Flic ou voyou, faites votre choix. Depuis quelques mois, c'est fou comme certains gardiens de la paix se sont allégrement transformés en fauteurs de troubles et en brigades de choc(s). La faute à qui, la faute à quoi ? La faute, sans nul doute, à l'air du temps. La faute à cette exploitation, par le gouvernement Chirac, d'un discours sécuritaire censé rassurer et réjouir une grande majorité de la population française.

L'air du temps, donc. Et tant pis si c'est illégal, tant pis si les personnes interpellées peuvent compter sur les droits que leur reconnaît la loi — un officier de police judiciaire présent dès l'arrivée au poste, la possibilité d'alerter le Procureur de la République, et d'avertir un membre de la famille ou un proche. Tant pis et pas de chance, affirment les ministres concernés, y compris Albin Chalandon, garde des Sceaux, et Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme. Ce ne sont que des incidents regrettables, pas des bavures.

D'autant que des policiers commencent à en avoir ras-le-bol, de ces « salopards » qui font croire au pays que tous les flics sont des tortionnaires. Bien sûr, il y a des tordus partout, bien sûr il y a des fanas — à l'image de Rémy Halbwax, ex-secrétaire du Syndicat indépendant de la police nationale, désormais chargé de mission au Service de coopération technique internationale des polices — de Jean-Marie Le Pen et de son discours musclé réclamant un passage immédiat à l'acte. Mais ces brebis galeuses, et fonceuses... ne sont qu'une minorité. Qui finit par agacer sérieusement tous ceux qui s'échinent à faire correctement un boulot pas toujours évident.

Boulot de répression — la délinquance existe, il faut lutter contre elle — boulot de prévention et de dissuasion aussi. C'est parce qu'il avait allié ces différen-

(suite en page 6)

L'EDITORIAL

Chirac ou la méthode Coué

PAR CLAUDE ESTIER

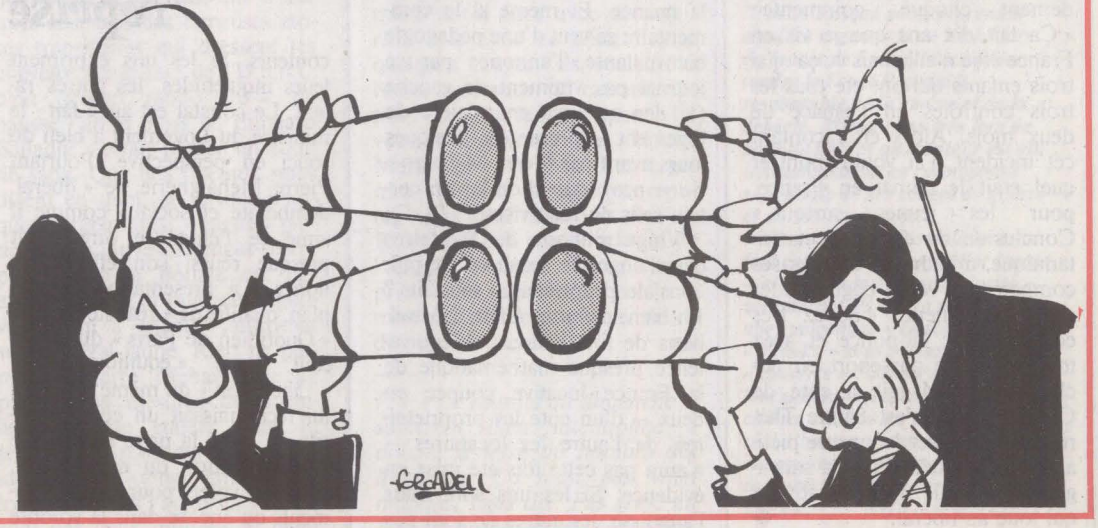
DEUX plus sept = neuf. Jacques Chirac a fait ses comptes. Il se voit pour neuf ans à la tête de la France, deux ans comme Premier ministre, sept ans comme président de la République. Il en est même tellement persuadé qu'il l'a répété deux fois ces derniers jours comme s'il s'agissait d'une évidence.

On peut s'étonner qu'un homme politique ayant accédé aux plus hautes responsabilités se risque pour lui-même à de tels pronostics. Il est vrai que l'actuel Premier ministre ayant, depuis des années, tout dit et son contraire, n'en est plus à une contradiction près. Mais dans le cas présent, son analyse se fonde davantage sur la méthode Coué que sur une évaluation sérieuse de la situation présente et à venir.

Jacques Chirac fait d'abord abstraction de la déception qui commence à se faire sentir dans les rangs de ceux qui ont voté le 16 mars pour les candidats de la droite. Un sondage publié mercredi par « France-Soir » indique qu'il y a déjà plus de mécontents que de satisfaits (45 % contre 39 %) de l'action du gouvernement. Rien de surprenant à cela quand on constate la démarche incohérente de celui-ci, pris entre les ultras de la majorité qui en veulent toujours plus (plus de « libéralisme », plus de sécurité, plus d'abrogations des lois votées par les socialistes, etc.) et ceux qui, dans cette même majorité, commencent à s'inquiéter de la hâte avec laquelle sont traités certains problèmes et qui aboutit à compromettre la paix sociale (la grève réussie à la R.a.t.p. et les réactions syndicales contre la suppression de l'autorisation de licenciement sont de sérieux avertissements), à menacer les libertés (beaucoup de députés centristes ne cachent pas les craintes que leur inspire les initiatives du « couple » Pasqua-Pandraud) ou tout simplement à susciter de sérieuses interrogations comme c'est le cas, par exemple, du texte « Hersantophile » sur la presse dont l'Assemblée nationale discute depuis mardi ou du projet de loi sur l'audiovisuel, et la privatisation de T.f.1, adopté par le Conseil des ministres de mercredi après que le président de la République eut exprimé nettement son sentiment et fait connaître ses plus extrêmes réserves. Ainsi d'ailleurs que sur les nouvelles mesures concernant les étrangers.

Appliquant toujours la méthode Coué, Jacques Chirac proclame que sa majorité est parfaitement unie et évoquant les élections présidentielles il se déclare convaincu que les reports de voix entre les deux candidats de droite du premier tour se feront sans difficulté. Peut-être fait-il implicitement allusion au fait qu'en mai 1981, de son fait, il n'en fut pas de même. Mais surtout il semble faire l'impasse sur ce que sera, le moment venu, le choix de l'U.d.f. On voit bien, certes, l'intérêt qu'il a à encourager les ambitions de François Léotard qu'il devancerait sans doute aisément. Mais il est peu probable que celui-ci soit en position de prendre le départ. Un autre dirigeant de l'U.d.f. Pierre Méhaignerie, ministre du gouvernement Chirac, vient en tout cas d'exécuter en quelques mots le ministre de la Culture et de la Communication en soulignant l'insuffisance de son expérience politique et en plaidant avec insistance pour la candidature de Raymond Barre. Lequel, sous prétexte de rendre hommage à la mémoire de Robert Schuman, vient de rappeler lui-même qu'il est toujours là et qu'il faudra compter avec lui.

Tout cela ne veut pas dire que la majorité va se dissocier demain ou après demain. Nul n'attendait que la motion de censure déposée par le groupe socialiste contre la suppression de l'autorisation de licenciement recueille la moindre voix hors de la gauche. Mais il suffit d'observer un peu pour constater que les grandes manœuvres ont déjà commencé entre les formations et les dirigeants de la droite. Jacques Chirac fait semblant de l'ignorer mais il est bien placé pour savoir qu'il a déjà mangé son pain blanc et que ce qui l'attend désormais n'est pas de nature à justifier ses prévisions optimistes.



(suite de la page 5)

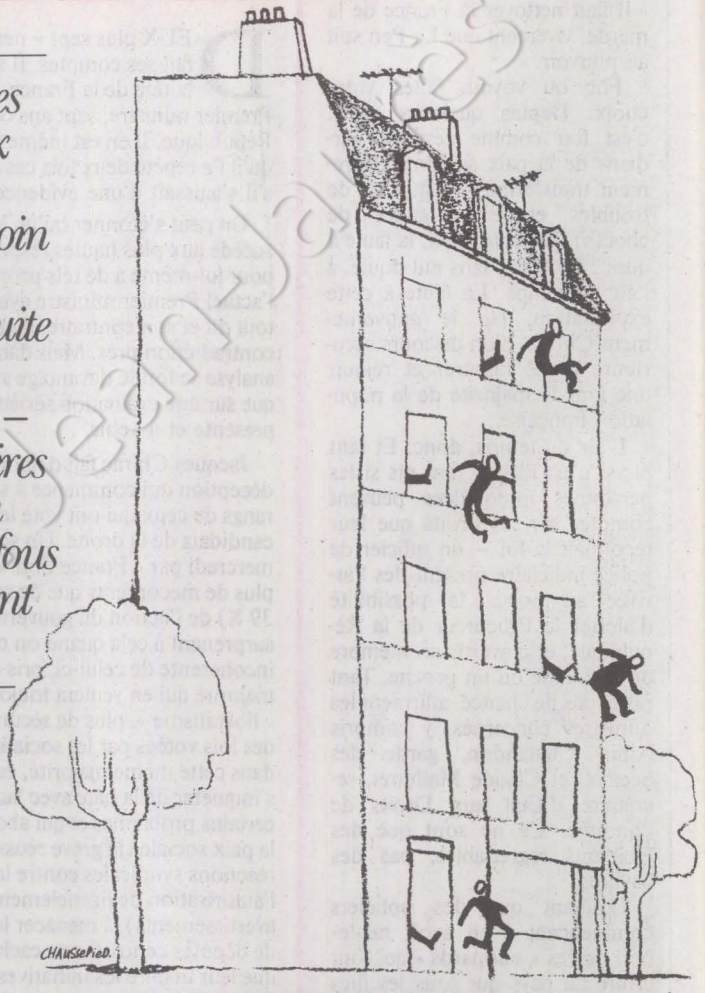
tes mission que le gouvernement socialiste avec Gaston Defferre puis Pierre Joxe à l'Intérieur avait obtenu progressivement et contrairement à ce qu'affirmait la droite une diminution de la délinquance. La notion de prévention semble aujourd'hui en voie de disparition. Et certains dans la « grande maison », s'en inquiètent. Persuadés qu'ils sont que la police risque de déraper – et de laisser le champ libre à tous les abus et à toute la répression possibles – si elle oublie son rôle, et sa mission, de service public.

La police veille sur les libertés, la police ôte la liberté à ceux qui mettent en danger la sécurité d'autrui. Pas facile d'être ainsi à la croisée de chemins divergents. Pas facile, mais nécessaire, pour qui préfère la démocratie à tout autre système de gouvernement.

Gare aux gorilles, ça sent le roussi. A trop privilégier la sécurité, on en oublie les libertés. Paul Webster, correspondant à Paris du « Guardian » londonien, s'en étouffe encore d'indignation : un jeune touriste anglais, en vacances dans la capitale, tombe sur des flics qui lui réclament « Papiers ». Interloqué, le jeune homme tend le journal qu'il avait à la main. Car en anglais, « paper », ça veut dire « journal ». L'affaire a failli mal tourner, tellement les policiers étaient persuadés qu'on se payait leur tête. Paul Webster, profondément choqué, commente : « Ça fait dix ans que je vis en France et je n'ai jamais vu ça : j'ai trois enfants qui ont été tous les trois contrôlés en l'espace de deux mois. Alors en racontant cet incident, j'ai voulu montrer quel était le climat en France, pour les jeunes surtout. » Conclusion du chroniqueur britannique, à l'adresse de tous ses compatriotes venus baguenauder sur le continent : « Soyez très corrects avec la police et ayez toujours votre passeport en poche. » Miss Maggie à côté de Chirac ? Mais c'est Sainte Thérèse donnant des leçons de piété à Gilles de Rais. Elle, la sauvagement libérale. Lui, le sauvage qui joue au libéral. ●

PLAN MÉHAIGNERIE UNE BOMBE A RETARDEMENT

Vingt millions de locataires angoissés donnent-ils deux millions et demi de propriétaires heureux ? Loin s'en faut. Ces derniers voulaient tout et tout de suite – comme promis dans la plate-forme U.d.f.-R.p.r. – mais les barrières transitoires mises en place par le plan Méhaignerie les rendent fous furieux... sans pour autant rassurer les locataires.



PAR DENIS DANGAIX

« VINGT millions de locataires dans l'angoisse (1) »... le moins que l'on puisse dire c'est que le titre vedette du dernier numéro du « Journal du dimanche » n'aura pas fait dans la nuance. Et même si le commentaire se veut d'une pédagogie bienveillante, l'annonce par ce journal pas vraiment de gauche (!) des mesures en matière de logement – présentées quelques jours avant par Pierre Méhaignerie – provoque chez lui un certain sens du relativisme.

Vingt millions de locataires dans l'angoisse, serait-ce 2,5 millions de propriétaires satisfaits ? Eh bien, pas tout à fait. 2,5 millions de fois hélas... ! L'équivalence presque mathématique de la France locative coupée en deux – d'un côté les propriétaires, de l'autre les locataires – n'aura pas cette fois été mise en évidence. Si les uns sont dans l'angoisse, les autres ne sont pas

IMMOBILIER : reprise du marché...

contents. Si les uns expriment leurs inquiétudes, les autres râlent. Le constat est ainsi fait : le ministre du Logement a bien du souci en perspective. Pourtant Pierre Méhaignerie, le « libéral, démocrate et social » comme il aime se l'entendre dire, avait presque réussi son effet d'annonce. La présentation de son plan, qualifié de « réaliste » par le « Quotidien de Paris » du 4 juin était jugée « équilibré » par « Libération » du même jour. On lui reconnaissait un certain mérite, là, dans la prise en compte de la situation du marché, ici, dans ses volets pour l'investissements ou encore dans la volonté de garder certaines habitudes contractuelles érigées en loi notamment par l'ancien ministre de l'Urbanisme, Roger Quilliot.

Bref, Pierre Méhaignerie, en cette fin de semaine dernière, pouvait attendre le Conseil des ministres du 25 juin avec un certain calme. Le plan Méhaignerie deviendrait alors projet de loi. Mais voilà, le titre « vingt millions de locataires dans l'angoisse », dans son énoncé, et surtout dans son « non-dit » est venu frappé l'opinion en précisant la logique profonde de ce libéralisme.

En s'appuyant artificiellement sur l'offre et la demande, en

privilégiant le choix de la théorie sur les faits, le plan Méhaignerie n'est que la démonstration de cette volonté affichée par nos libéraux de vouloir, à n'importe quel prix, échapper à la logique contractuelle. « Vingt millions de locataires dans l'angoisse », c'est tellement prévisible que... c'est prévu. C'est politiquement admis car promis. Que l'on se souvienne des déclarations d'Alain Juppé, par exemple, qui le 11 octobre dernier devant le congrès de l'Union nationale de la propriété immobilière (U.n.p.i.), déclarait : « Notre première mesure sera d'abroger la loi Quilliot et de revenir à une régulation des loyers non par l'administration mais par le marché. »

Et François Léotard, qui devant le même public – toujours le culte du clientélisme –, lançait son éphémère formule « dénationaliser, défiscaliser, déréglementer ». C'est prévu et annoncé.

On veut abroger la loi du 22 juin 1982 (ou loi Quilliot). Ce texte n'est après tout que le premier du genre qui dans son article premier stipule que le droit au logement pour chacun est un devoir de l'Etat. On souhaite l'élimination progressive du statut, certes particulier, de la loi de 1948. Un statut qui, soit-dit en passant, concerne aujourd'hui 700 000 logements en grande partie occupés par des personnes âgées. On déclare la fin de toutes procédures instaurant des rapports locatifs. En somme, la suppression de toutes structures où les partenaires pouvaient se concerter.

L'autre logique de ce libéralisme s'appuie sur le dogme de la libération des prix des loyers. La garantie, pour nos libéraux, pour recréer la mobilité et la fluidité dans le marché du logement. La mise à niveau du prix de la location en fonction de l'environnement urbain, le choix de « faire coïncider » le prix de l'ancien avec celui du neuf devraient, selon les propriétaires qui le demandent depuis des lustres, redonner la confiance aux investisseurs et donc permettre à l'offre de recoller à la demande. Passons sur le fait, aujourd'hui unanimement reconnu et déploré par l'ensemble des organisations de locataires, que cette mise à niveau entraînera une hausse de

A.f.p.



Roger Quilliot et Pierre Méhaignerie au congrès des H.l.m. à Cannes.

35 % sur les prix actuels des loyers. Passons sur l'évidence même de la fuite, alors organisée, des locataires des centres des villes vers la périphérie. Un sens totalement en contradiction avec ce que tous les observatoires du logement reconnaissent depuis le début des années quatre-vingt : la « décohabitation », c'est-à-dire l'éclatement de la structure familiale et la recherche du petit logement en centre urbain... Une fois de plus passons.

Un coup de sang

Mais que nos libéraux nous disent si l'inflation est toujours une des priorités de ce gouvernement. Auquel cas, 35 % sur trois ans, une des fameuses closes transitoires qui dressent les cheveux sur la tête de l'U.n.p.i., c'est grosso modo 10 % de hausse l'an et alors là, Edouard Balladur devrait piquer un coup de sang. Que nos libéraux nous disent en quoi, et surtout pourquoi l'argent ainsi « gagné » partirait dans l'investissement-pierre plutôt qu'à la Bourse ou, par exemple, sur l'or puisque ce gouvernement a rétabli l'anonymat sur le métal jaune. Rien ne permet à Pierre Méhaignerie de prôner des mesures de libéralisme, même étalées dans le temps, si ce n'est par conception idéologique « vingt millions de locataires dans l'angoisse » ce ne sont pas deux millions et demi de propriétaires satisfaits. Loin s'en faut. Et les premières déclarations de l'U.n.p.i. comme celles de la Fnaim (Fédération nationale des agents immobiliers) sont là pour en témoigner. Ces messieurs ont l'air furieux que le ministre ait mis quelques barrières transitoires. Trois ans pour l'ex-Quilliot, quatre à huit ans selon les cas pour l'ex-48. Un bail porté à quatre années... Ils voulaient tout, tout de suite, comme l'opposition R.p.r.-U.d.f. de l'époque leur avait promis.

Ainsi donc, Pierre Méhaignerie se trouve confronté à une dure réalité. Entre un milieu associatif entièrement mobilisé, « les quelques millions d'angoissés » et un partenaire suffoqué, « les autres pas contents », comment va-t-il faire avec sa majorité. Même de ce côté, il y a quelques tirages. Ils veulent le retour au scrutin de circonscription. Les locataires votent. Ils veulent construire des H.l.m. Mais pas chez eux. Les logements sociaux ne sont pas réputés « sûrs » politiquement. Et l'inflation à 2,8 % prévue à la fin de l'année ? Jacques Chirac va-t-il prendre le risque d'un conflit à multiples retombées ? Un début de réponse bientôt. ●

(1) « Le Journal du dimanche », sûrement bien intentionné a doublé la mise du nombre des locataires. Ce n'est pas vingt millions, mais dix. Pas grave en fait. Le problème reste le même.

CHRONIQUE DE LA BÊTISE ANNONCÉE

Climats !

ON vit une époque formidable. L'ordre moral qui sous-tend tous les propos de nos dirigeants trouve désormais un écho dans la pratique. Ainsi il est aujourd'hui plus grave de parler de « bavures » que de les commettre. Bernard Langlois, l'animateur et le producteur de « Résistances » a été prié de disparaître de l'écran pour avoir oser traiter – vigoureusement mais c'est son rôle et son émission reposait aussi sur l'insolence et l'indignation – des bavures policières qui se multiplient à un rythme affolant depuis le changement de gouvernement. Notons qu'aucun policier raciste et tortionnaire n'a encore été suspendu par la police des polices. « La justice suit son cours... » Notons aussi qu'aucune des lois sécuritaires n'ayant encore été votées nous vivons toujours sous la loi socialiste, il s'agit donc essentiellement d'un changement de « climat ». Le « climat » qui régnait avant le 16 mars permettait au même Langlois d'aborder, et avec quelle pugnacité, l'affaire Greenpeace sans être pour autant inquiété.

Autre affaire qui relève plus de la pudibonderie que de l'autocensure ou de la censure : une jeune journaliste de F.r.3 Nice, fort gironde ma foi, a cru pouvoir poser nue dans « Play Boy » favorisant ainsi les fantasmes de quelques messieurs en mal de chair fraîche. Pas bien grave en cette époque où la nudité féminine ou masculine couvre les emplacements publicitaires et où Mme Médecin, la femme du maire de Nice, fait – en tenue – la promotion pour de ravissants caleçons. Eh bien si ! Cachez ce sein et ce pubis que l'on ne saurait voir ! Exhibez une ravissante anatomie est désormais plus grave pour une journaliste que de truquer l'information (voir « le Fig-Mag ») et mérite la mise à pied pure et simple. Et pendant ce temps-là Charles Pasqua peut, reprenant ainsi les arguments de Vichy lors du procès de Léon Blum à Riom, rendre le Front Populaire responsable de la guerre et de la débâcle. Mieux : pas très loin de nous un nazi et un menteur est élu triomphalement en récompense sans doute de ses crimes de guerre et de ses truquages.

Jusqu'à quand les policiers qui font correctement un métier ingrat – et ils sont la grande majorité – accepteront-ils d'être assimilés à une quelconque « Gestapo » ou « Tcheka » sous prétexte qu'ils sont « couverts » ? Jusqu'à quand les journalistes accepteront-ils d'être châtiés dès lors qu'ils sortent du rôle d'hommes-sandwiches qui leur est assigné par Chirac, Léotard et consorts ? Ça urge car le « climat » se gâte.

NICOLE CHAILLOT

C.F.D.T. : L'EFFET MAIRE A PRIS DES RIDES



Sipa-presse

Edmond Maire au Forum de R.m.c. le 6 juin dernier.

Accumulant les contre-performances et minoritaire « de facto » dans sa propre confédération, Edmond Maire affronte une âpre lutte pour sa succession. Reste que le leader de la C.f.d.t. n'est pas homme à s'embarquer sans biscuits et il a déjà démontré dans le passé sa capacité à rebondir, d'autant que son opposition est pour le moins hétéroclite.

PAR CLAUDE JADOUL

« EDMOND n'a plus de projet » : cette petite phrase fait des ravages. Elle traduit un état d'esprit réel à la C.f.d.t. Ainsi, le responsable d'une fédération laisse tomber une phrase assassine : « L'effet Maire a des rides. » Maire contesté ? Ce n'est plus niable. Ces lignes sont écrites au moment où s'ouvre une très importante réunion du Bureau national à Belleville.

Le parlement de la confédération s'était déjà réuni les 14 mai et 15 mai derniers dans une atmosphère de crise. C'est ainsi que douze membres du Bureau ont adressé une lettre sévère au secrétaire général. Ce sont les « interrogations sur l'entreprise et l'anticapitalisme, l'individu et l'action syndicale », publiées par Edmond Maire dans le numéro de mars-avril de « C.f.d.t.-Aujourd'hui » qui ont mis le feu aux poudres. On peut y lire que « le capitalisme n'est plus ce qu'il était », et surtout le secrétaire général y plaide pour « une coopération conflictuelle », dans l'entreprise, entre « deux logiques appelées à opérer ensemble ». Un cactus parmi d'autres. Cet article, estiment les douze signataires de la lettre, dévie par rapport au texte de synthèse « ce que veut la C.f.d.t. », par la grâce duquel Maire a réussi à gagner le congrès de Bordeaux d'il y a à peine un an. Alors que sa position paraissait sérieusement ébranlée, quelques mois plus tôt, à la suite de l'échec des négociations sur la flexibilité de décembre 1984. Rebelote, le fragile équilibre (le consensus de Bordeaux) est remis en question. Et l'affaire de la suppression de l'autorisation administrative de licencier n'est pas pour arranger les choses.

Le pari d'Edmond Maire était simple : se faire accepter comme interlocuteur privilégié par le C.n.p.f. et la droite (au détriment de F.o.) en acceptant de « revoir » la loi de 1975 par la voie contractuelle. Tout comme André Bergeron et Paul Marcelli, le secrétaire général de la C.f.d.t. a donc été pris à contre-pied par Philippe Séguin qui, au dernier moment, n'a plus joué le jeu et a décidé de s'en remettre à la loi... Les patientes négociations des émissaires de la C.f.d.t. avec Yvon Chotard, autre grand supporter de la politique contractuelle *(voir article sur le C.n.p.f.)*, tombent ainsi à l'eau. S'ajoutent à ce climat de vieux contentieux comme la défaite des élections à la Sécurité sociale (où la C.f.d.t. est passée derrière F.o.) ou de plus récents comme le refus confédéral d'appeler à voter à gauche le 16 mars. Une affaire qui reste mal digérée par une base déboussolée qui n'a toujours pas compris — les faits lui donnent raison — qu'il « pouvait y avoir de bonnes choses dans les programmes de la droite », selon la formulation audacieuse d'un membre de la commission exécutive lors d'une conférence de presse. Ou encore la petite phrase lapidaire de Maire du mois de septembre (que nous avons déjà rapportée) : « Le seul mendésiste aujourd'hui, c'est Raymond Barre. »

La lettre des « douze » s'articule donc sur fond de grogne indiscutable. Et les « douze » ne passent pas spécialement pour des contestataires. Lancée à l'initiative de Bernard Henry (Pays de Loire), la missive a recueilli des signatures aussi disparates que celles de membres du Bureau national de Rhône-Alpes, d'Alsace, de Lorraine, de Bourgogne, d'Aquitaine (où le « mairiste » Dorléans a viré sa cuti), et du Midi-Pyrénées. On y trouve aussi l'expression de la grogne de fédérations réputées jusqu'ici fort proches du secrétaire général. C'est plus particulièrement vrai pour Christian Marquette de la chimie, la « fédé » d'origine d'Edmond Maire. Or Marquette, légèrement contestataire avant le congrès de Bordeaux, avait finalement rejoint les rangs de la majorité confédérale alors que les opposants attendaient beaucoup de lui.

Autres signataires de poids : Alain Chupin, de la fédération de l'Energie (que l'on donne comme un outsider possible à la course pour le fauteuil de secrétaire général), le représentant des transports, celui de la protection emploi et la fédération « construction bois ». Fait remarquable : on ne trouve pas trace dans cette liste des opposants traditionnels à la ligne confédérale : ni Hacuitex, ni la Basse-Normandie, ni la fédération des Fi-

nances, ni l'Union régionale parisienne, passée à la contestation depuis la démission de Bobichon ne sont associées à l'initiative. Et le Sgen, autre absent de marque, vient de tenir un congrès fort houleux à l'issue duquel la direction « mairiste » a été proprement remerciée. Et l'organisation enseignante – troisième force syndicale dans la C.f.d.t. –, ce n'est pas rien. Elle remplit, traditionnellement, une fonction de réflexion au sein de la confédération. Et la direction de celle-ci avait pris soin depuis quelque temps de « doubler » en quelque sorte les instances officielles du Sgen. Grâce à Nicole Notat, secrétaire nationale, en charge des problèmes de l'éducation et à Jean-François Troglic, autre membre de la commission exécutive, tous deux issus du Sgen, Edmond Maire avait « verrouillé » efficacement l'organisation enseignante.

Malgré ces « précautions », l'échafaudage s'était sérieusement fissuré dès avant le 16 mars. C'est ainsi que le Sgen – matrice de la C.f.d.t. déconfessionnalisée – avait fait savoir que, contrairement à l'avis confédéral, la gauche et la droite ce n'était pas la même chose. A ses yeux, Edmond Maire avait même cru discerner l'influence de Paul Vignaux, ancien dirigeant fort respecté du Sgen, dans cette prise de position. Et Paul Vignaux, c'est un peu toute la mémoire collective de la C.f.d.t., avec Eugène Descamps, Gilbert Declercq et Albert Detraz. Tout une équipe d'anciens animateurs du groupe « Reconstruction » qui a pris ses distances avec le secrétaire général actuel de la C.f.d.t. depuis la préparation du congrès de Bordeaux. Eugène Descamps, l'ancien patron de la confédération, on s'en souviendra, envoyé une lettre – rendue publique – à Hacuitex pour confirmer ses divergences avec Edmond Maire sur la pratique actuelle de la C.f.d.t. Et c'est « Gégène » Descamps qui, au mois de janvier dernier, demandait à son successeur : « Que devient le M.r.p.s. », lisez le « Mouvement républicain populaire social ».

Car l'accusation est dans l'air depuis fort longtemps : la ligne actuelle c'est « le M.r.p.-maintenu », selon la formule d'un autre dirigeant. On n'est pas plus aimable. Mais faites les calculs : les douze signataires de la lettre, plus le Sgen, désormais critique, plus les régions et les fédérations oppositionnelles de longue date, cela fait une majorité d'idées hostiles à Maire. Au Bureau national, la question de la succession est bel et bien posée. Elle a d'ailleurs été évoquée lors d'un Bureau national de l'automne dernier. Quand « Edmond » va-t-il céder la place ? En 1988, date du prochain congrès ou en 1991 ? Toutes les hypothèses sont ouvertement évoquées parmi les sphères dirigeantes de la C.f.d.t., y compris celle d'un « pape de transition » qui pourrait être Jean Kaspar.

Edmond Maire, pour ce qui le concerne, n'est pas chaud pour partir lors d'un congrès. C'est humain. Mais il explique aussi qu'il serait malsain de centrer la préparation des assises nationales autour de la question de la succession, une idée qui n'est pas sans rencontrer des oreilles attentives. L'opportunité de faire « monter » une personnalité extérieure à l'actuelle Commission exécutive entre deux congrès est dans l'air. Un scénario plausible : Edmond Maire a succédé à Eugène Descamps en 1971 après un court stage à la C.e., où il avait été élu par le conseil national. Justement entre deux congrès. C'est une hyopthèse qui n'a évidemment pas le soutien de Pierre Héritier – trésorier de la Confédération et porte-parole officieux de la gauche au sein de la Commission exécutive – qui a intérêt à brusquer les choses, s'il veut espérer succéder un jour à Edmond Maire. Sa proposition vise à l'introniser officiellement comme « dauphin » lors du congrès de 1988 afin que la transition s'effectue « en douceur ».

Car Pierre Héritier s'est subi-

(suite en page 10)



A.f.p.

Jean Kaspar.



Keystone

Pierre Héritier.



Eugène Descamps.



A.f.p.

Edmond Maire et Nicole Notat, à Bordeaux.

(suite de la page 9)

tement réveillé depuis la lettre des « douze ». « Il s'est déclenché », dit-on dans le sérail cédétiste. Le « patron » du secteur « économique » qui s'était déjà opposé — avec succès — à la direction confédérale pour faire échouer le protocole d'accord sur la flexibilité (négocié par Jean Kaspar) a bien compris que les événements lui étaient favorables et que c'était le moment ou jamais de marquer des points décisifs dans l'âpre lutte pour la succession, Edmond Maire étant devenu minoritaire de facto.

La lettre des « douze » a été, de ce point de vue, un parfait révélateur d'une situation ambiguë. Il y a donc une sorte d'accélération des affaires à la C.f.d.t. Cela ne veut pas dire que le secrétaire général n'a pas des « biscuits » en réserve. Son opposition est hétéroclite, il le sait. Il sera difficile de se mettre d'accord sur un nom qui fera l'unanimité, ou, à défaut, un consensus.

Patriotisme d'organisation

Il y a d'abord la multiplicité des candidats à la succession : Jean Kaspar, Jean-Paul Jacquier, Nicole Notat, Jean-François Troglic et Pierre Hériter. S'y ajoutent Alain Chupin et Christian Marquette, deux « centristes » qui observent une prudente réserve. Il y a aussi le nom de Jean-René Masson (Santé), avancé par Maire lors d'une réunion de la C.e. Huit candidatures, avouées ou non, cela fait beaucoup de monde. Edmond Maire dispose donc d'une marge de manœuvre. Il peut tout d'abord jouer sur le vieux fond légitimiste et tabler sur le patriotisme d'organisation, autour de sa personne. Le secrétaire général de la C.f.d.t. a montré dans le passé qu'il était passé maître dans l'art de se sortir des situations les plus difficiles. On l'a bien vu à Bordeaux. Quelle que soit sa tactique, Maire ne manque pas d'atouts. Il en jouera.

Il y a peu, on lui prêtait l'intention d'offrir une « victime expiatoire » à ses adversaires. Ainsi Jean Kaspar et Jean-Paul Jacquier, deux « modernistes » seraient, l'un ou l'autre, sur « siège éjectable ». Ils ont le profil de l'emploi : tous deux étaient chauds partisans d'un accord avec le patronat sur la flexibiité. Ils ont été mal réélus au Bureau national à Bordeaux, ce qui traduit une méfiance à leur égard. Surtout en ce qui concerne Jacquier dont le livre « Les Cow-boys ne meurent jamais » a été mal apprécié dans l'organisation. En l'état de crise de la C.f.d.t., Maire peut donc continuer à apparaître comme le fédérateur des contradictions internes qui en font la « clé de voûte » de l'organisation. Et lorsqu'une « clé de voûte » saute...

Mais les choses ont singulièrement et rapidement évolué en quelques mois et on a un peu l'impression que chacun tire à hue et à dia. Duthoit (Bretagne) milite ouvertement pour que la C.f.d.t. adapte son syndicalisme à la manière de F.o. : pragmatisme et réformisme éprouvé. Il y a peu, Naudin (intercommunaux), a, lui, fait un appel du pied à F.o. Jacquier est le champion toute catégorie d'une adaptation ultramoderniste qui n'a plus grand-chose à voir avec la tradition syndicale. Son truc : l'entreprise et la micro-économie. A l'inverse, Pierre Héritier demande d'en revenir aux vieilles méthodes d'analyse macro-économique d'inspiration marxisantes. Mais le fait est là : au sein d'une commission exécutive de 11 membres, Edmond Maire ne dispose plus que de deux appuis sans failles, ceux de Nicole Notat et de Jean-François Troglic qui passent pour ses « poulains », surtout la première citée. Maigre. La C.f.d.t. est donc bien entrée dans une zone de turbulence aiguë, axée en apparence seulement sur l'affaire de la succession.

Il est clair que le choix de l'un ou l'autre candidat n'est pas neutre. Derrière chacun d'entre eux se dessine une ligne différente : « moderniste » pour Kaspar ou Jacquier, à gauche pour Pierre Héritier, « néo-mairiste » pour Notat et Troglic. C'est bien la question du positionnement de la C.f.d.t. qui est en jeu : qui de F.o. ou de la centrale d'Edmond Maire peut espérer remplir l'espace d'un syndicalisme réformiste. Deux centrales, c'est manifestement trop. Le match est d'autant plus difficile pour la C.f.d.t. qu'elle souffre de la comparaison avec F.o. Cette dernière, grâce en large partie à l'image d'André Bergeron, donne l'impression d'une grande cohérence. Cohérence du discours, ligne de « bons sens », sans heurts ni éclats. A l'inverse, la C.f.d.t., de « recentrage » en « resyndicalisation », donne l'image d'une ligne floue, sinon fluctuante, mal perçue chez les salariés qui ont besoin de certitudes. Et surtout d'être rassurés en période de crise. Ils l'ont bien fait savoir à l'occasion des élections pour la Sécurité sociale. A Bordeaux, Edmond Maire expliquait que « la C.f.d.t. avait retrouvé le punch ». Les faits semblent lui donner tort. La centrale a mal négocié l'arrivée de la droite au pouvoir, faisant trop

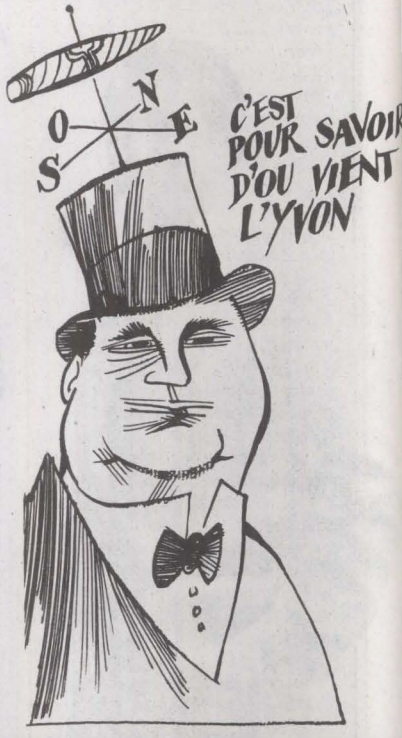
C.N.P.F. : LA GUERRE DES YVON EST DECLAREE

La vengeance est un plat qui se mange froid. Evincé par Yvon Gattaz – par deux petites voix – en 1981, Yvon Chotard revendique la présidence du C.n.p.f. Avec de solides atouts : l'appui des grosses fédérations patronales, un certain flair contractuel et l'amitié de Jacques Chirac.

PAR CLAUDE JADOUL

YVON contre Yvon. Jacques contre Philippe, quelle cacophonie ! Et quels enseignements. La querelle entre Yvon Chotard et Yvon Gattaz tout d'abord. On en connaît les raisons. Yvon Chotard ne cache pas son ambition : être élu président du C.n.p.f. lors de l'assemblée générale que l'organisation patronale tiendra au mois de décembre.

Un peu d'histoire est bienvenue. La démission-surprise d'Yvon Chotard du 17 mars était claire de ce point de vue. Le patron des Editions « France-Empire » a raté l'élection de deux voix en 1981, à la suite de la démission de François Ceyrac, trop marqué par rapport à Giscard. Yvon Gattaz, lui, a emporté le morceau en faisant valoir que les P.m.e./P.m.i. – dont il est un membre éminent en tant que fondateur de l'Ethic – ne



pesaient pas d'un poids suffisant au sein de l'organisation patronale. Bien vu : la moitié des salariés travaillent justement dans des P.m.e./P.m.i. Mais son élection de justesse – 18 voix contre 16 à Yvon Chotard – traduisaient bien qu'il était, en quelque sorte, un intrus avenue Pierre 1er-de-Serbie.

Et, de fait, Gattaz n'a jamais eu vraiment la cote auprès des grosses fédérations patronales qui font la loi au C.n.p.f. contrairement à son concurrent malheureux. Celles-ci n'ont guère apprécié le dialogue – même conflictuel – noué entre Yvon Gattaz et le gouvernement de gauche. Ensuite, l'Ethic ne regroupe pas, loin s'en faut, la majeure partie des P.m.e./P.m.i. Celles-ci sont le fief de René Bernasconi, président de la C.g.p.m.e., fort proche des terres chiraquiennes. Le patronat réputé « moderne » de l'Ethic joue aux marges des milieux patronaux. D'où la fragilité de la position personnelle d'Yvon Gattaz qui a, de surcroît, tout misé sur le législatif au détriment du contractuel, à l'inverse Yvon Chotard qui entretient de bonnes relations avec André Bergeron, Paul Marchelli et Jean Kaspar.

On retrouve ces oppositions – en filigrane – dans l'affaire de la suppression de l'autorisation administrative de licencier. Yvon Gattaz a littéralement poussé Jacques Chirac a faire voter, vite fait, un texte tel qu'il satisfasse les milieux patronaux. Avec le résultat que l'on sait : la grogne des centrales syndicales qui avaient caressé l'espoir de négocier la suppression de ladite autorisation contre certaines contreparties. C'était également le point de vue d'Yvon Chotard qui a tenu à faire savoir qu'il était personnellement opposé à la méthode législative. Même si cette déclaration est passée quasiment inaperçue, elle a vertu de symbole : Yvon Chotard se tient en réserve du patronat si les choses se gâtent. Il est prêt à renouer le dialogue contractuel. Au cas où... L'ex-vice-président du C.n.p.f. dit, en substance : la



Yvon Chotard.

A.f.p.

« paix sociale, c'est moi ». Et sa candidature de recours prend tout son sens avec les mouvements sociaux qui s'annoncent. Il est prêt à négocier, il le dit. A l'inverse d'Yvon Gattaz qui a tout fait pour faire capoter les négociations sur la « flexibilité » en décembre 1984 en mettant la barre trop haut, in extremis. Mettant du même coup F.o., la C.f.d.t. et la C.g.c. en porte-à-faux, alors qu'un « point d'équilibre » avait été trouvé sur la question de l'autorisation administrative de licencier, peu avant. Mais c'était également désavouer le négociateur « social » Chotard...

Contrairement à Yvon Gattaz, tenu en suspicion le patron de « France Empire » est un proche de Jacques Chirac. Il a donc des atouts dans la période. Et le pas de clerc de Gattaz – l'envoi de la



Yvon Gattaz vu par Daullé.

fameuse directive aux entreprises leur expliquant comment licencier des salariés par fournée de neuf –, c'est du pain béni pour la candidature Chotard. Il peut arguer de la maladresse du président du C.n.p.f. auprès de ses pairs... et du Premier ministre qui n'avait pas besoin de ce nouveau cactus. Et Gattaz n'a pas facilité les affaires de Philippe Séguin lors du débat à l'Assemblée nationale, ainsi qu'on l'a vu. Car le ministre des Affaires sociales partage le point de vue d'Yvon Chotard, ne serait-ce qu'au nom des sacro-saints principes gaullistes sur la participation.

Philippe Séguin aimerait bien relancer le dialogue social. Avec Gattaz rue Pierre 1er-de-Serbie, c'est improbable. Reste donc Yvon Chotard avec lequel il a plus d'atomes crochus sur la méthode de travail. Il sait aussi que l'ex-président de la commission sociale du C.n.p.f. a maintenant l'oreille de la majorité des grosses fédérations patronales, celles qui décideront lors du vote du mois de décembre.

C'est le cas pour l'U.i.m.m. (métallurgie) et les travaux publics (où sévit un autre contestataire de Gattaz, Jean-Louis Giral, fraîchement élu conseiller régional R.p.r.). Cette dernière fédération vient d'ailleurs d'infliger un véritable camouflet à Yvon Gattaz en décidant, contre l'avis de celui-ci, d'entamer une négociation de branche, prévue par la loi Delebarre sur l'aménagement du temps de travail. Yvon Chotard a donc de sérieux « biscuits » dans sa besace de candidat.

Un allié de poids, donc, pour le ministre des Affaires sociales qui appréhende un « automne chaud » : il aura besoin du pompier de service. La scène de ménage entre Jacques Chirac et Philippe Séguin n'en a que plus de saveur, dans la mesure où l'analyse de Séguin est loin d'être dépourvue de bon sens. Tout comme Edouard Balladur, le ministre des Affaires sociales avait donné le bourdon aux patrons : « Si vous ne vous engagez pas dans la bataille de l'emploi, vous sonneriez le glas de ce qu'on appelle à tort ou à raison le libéralisme, qui serait à jamais condamné. » Difficile d'être plus clair. Le Premier ministre, quant à lui, n'apprécie pas cette mise en garde de bon sens et, somme toute, des plus politiques. Jacques Chirac fait en ce moment les yeux doux au patronat. Ne faut-il pas « renvoyer l'ascenseur ». Il n'hésite donc pas à contredire son ministre ; il tance même ceux qui dans son gouvernement disent aux entreprises : « de grâce investissez ! Embauchez ! » Ce raisonnement, explique encore le Premier ministre, « est primaire et totalement injustifié ».

Un fameux « carton rouge » à Philippe Séguin et à Edouard Balladur, selon la formule de Jean Auroux à l'Assemblée nationale. Même si Jacques Chirac a essayé de se rattraper dans son discours d'Egletons puis lundi à T.f.1, le mal est fait. Les sourires (crispés) et les poignées de main entre Chirac et Séguin n'y changeront rien. Le Premier ministre cède, sur toute la ligne, aux ultras-libéraux de son équipe.

---

confiance au « libéral » Philippe Séguin et à une hypothétique ouverture du C.n.p.f.

En tout état de cause, un gros point noir a focalisé la discussion du Bureau national de mardi, mercredi et jeudi derniers : l'état de l'organisation. Tout un programme. Et sans le dire, une inquiétude majeure : le score que fera la C.f.d.t. lors des élections prud'homales de 1987. S'il semble bien que l'après-Maire a déjà commencé pour la C.f.d.t., il n'est pas sûr que le sursaut – s'il vient – n'arrive pas trop tard. Un homme comme Albert Detraz, l'ancien patron du « secteur politique » de la Confédération diagnostique : « La C.f.d.t. est devenue un P.s.u. syndical. »

Reste qu'Edmond Maire a, plus d'une fois, démontré sa capacité de « rebondir ». C'est même sa plus grande force. Il vient encore de le prouver dans sa récente interview au « Monde ». Et, paradoxalement, Jacques Chirac et un patronat ringard pourraient lui redonner la possibilité de raviver les ardeurs militantes, de rameuter les troupes autour de leur chef. L'avez-vous remarqué : Edmond Maire utilise à nouveau l'expression « camarades », discours dur oblige. Il martèle « On entendra parler de nous. » Mais autour de quel projet ?

Le secrétaire général a pourtant un atout de poids dont il peut s'emparer, pour autant qu'il dessine des perspectives à ses troupes : le mécontentement populaire sur fond de conflits sociaux. Et ce n'est pas un hasard si Edmond Maire avance déjà l'idée d'une grande journée d'action pour le 20 septembre. Lui qui a horreur des « grands-messes »...

●

MADELIN VA-T-IL COUPER LE COU AUX "CANARDS BOITEUX" ?

PAR PHILIPPE MAQUAT

Déficitaires comme tous ses concurrents, qu'ils soient japonais ou coréens, les chantiers navals ont besoin des subventions publiques pour vivre. Le sacro-saint libéralisme aura-t-il la peau de Dunkerque, La Ciotat ou La Seyne ?

DUNKERQUE est à nouveau en état de choc. La patrie de Jean Bart qui « s'identifie parfaitement à la construction navale » selon l'expression d'Albert Denvers, le président de la Communauté urbaine, paie en effet un lourd tribu à la récession des industries traditionnelles, 14 % de sa population active étant au chômage. Soit 4 points au-dessus de la moyenne nationale. Comme si cela ne suffisait pas, le 1er juin dernier au cours du « grand jury R.t.l.-« le Monde », Alain Madelin, ministre de l'industrie a accentué le désarroi en annonçant, au nom du libéralisme, le gel des subventions publiques en faveur de certaines entreprises appartenant à des secteurs en difficulté. Etaient notamment visées : les papeteries de la Chapelle Darblay, près de Rouen, qui devront désormais avoir recours au marché financier et les chantiers navals du groupe Normed (La Ciotat, La Seyne et Dunkerque).

Au quart de tour

A propos de la Chapelle Darblay, Madelin, ne faisant décidément pas dans la nuance, a lancé qu'il s'agissait du « plus scandaleux dossier de l'histoire industrielle de la France ». Outrés, les syndicats ont réagi au quart de tour, la C.g.c. estimant que, pour importantes que soient les aides accordées, elles étaient « insignifiantes par rapport aux dépenses en devises étrangères qu'aurait constitué l'arrêt de la production de papier journal en France ». En outre, la fermeture en 1983 de l'entreprise, finalement rachetée par le groupe néerlandais Parenco, aurait inévitablement eu des répercussions économiques très graves sur l'environnement économique. Cela on ne peut l'ignorer. Or, aujourd'hui, n'a pas manqué de rappeler la C.g.t., majoritaire dans l'entreprise : « La Chapelle Darblay affiche des bénéfices ». Où est donc le scandale ?

Toutefois, si la Chapelle Darblay va mieux, il n'en est pas de même pour les chantiers navals. C'est pourquoi un millier de sidérurgistes dunkerquois sont venus manifester leur inquiétude à Paris, le 5 juin dernier, alors qu'était réuni dans la capitale le comité central d'entreprise du groupe Normed. « Chirac touche pas à mon chantier » scandaient les sidérurgistes. La situation est si alarmante que même Claude Prouvoyeur, le maire de Dunkerque, apparenté R.p.r., n'a pas hésité à mettre sa démission dans la balance en cas d'arrêt des subventions publiques.



A.f.p.

Car, pour le P.d.g. de Normed, Jacques Dollois, il n'y a pas d'alternative possible : sans aide, les trois sites ne peuvent être maintenus, a-t-il dit en substance, de lourdes menaces pesant notamment sur celui de Dunkerque. La réponse du gouvernement devait théoriquement être connue jeudi dernier (soit après le bouclage de « l'Unité »), alors que la C.g.t. redoutait un dépôt de bilan imminent.

Tous les Dunkerquois sont solidaires

Reste que pour les élus locaux, Dunkerque ne peut se permettre de perdre son chantier même si, pour l'heure, les commandes se résument à la construction d'un train-ferry pour la S.n.c.f. et à un hypothétique espoir en provenance d'Australie. « Il appartient à l'actuel gouvernement d'avancer les moyens financiers pour obtenir des commandes », estime néanmoins Michel Delebarre, député du Nord, et ancien ministre du travail.

« Tous les chantiers navals vivent avec des subventions y compris les plus performants comme ceux de Corée du Sud, renchérit Jacques Bialski sénateur socialiste et conseiller municipal de Dunkerque. La crise de la construction navale date des années soixante-dix, au moment du premier choc pétrolier. Or, si la Normed en est arrivée là, c'est à cause de la gestion laxiste des patrons de l'époque qui n'ont pas su se restructurer. »

A la différence, par exemple, des chantiers Alsthom-Atlantique de Saint-Nazaire qui, eux, ont réussi à prendre le virage à temps et en conséquence à limiter des pertes qui, en tout état de cause, atteignent également la Corée et le Japon, les deux principaux constructeurs mondiaux.

Niant cette élémentaire évidence, le maire de Dunkerque ne manque pourtant jamais l'occasion de rejeter la responsabilité de la situation sur la « gestion socialiste ». Ce qui est d'autant moins réaliste que Pierre Mauroy et Laurent Fabius ont au contraire, toujours donné des assurances sur le maintien des sites dans le but de tenter de rendre à ce secteur un nouveau dynamisme. Et d'éviter de « douloureux drames humains » comme le rappelle Jacques Bialski.

Outre que le site fournit encore du travail à 1 300 salariés, une fermeture porterait en effet un nouveau coup très dur au tissu économique dunkerquois, affectant inévitablement les sous-traitants et le commerce local. « La disparition du site toucherait 5 000 personnes estime Jacques Bialski. C'est bien pourquoi tous les Dunkerquois sont solidaires pour la survie des chantiers. »

En dépit des sacrifices financiers consentis par les salariés de Dunkerque afin d'abaisser les coûts et améliorer la productivité des sites français, l'effet reste insuffisant pour rendre les chantiers aussi compétitifs que les chantiers asiatiques. Pour l'heure, l'aide des pouvoirs publics est donc indispensable. Le classement du bassin Dunkerquois en pôle de conversion n'étant pas le fait du hasard. Mais il va sans dire que l'avenir de Dunkerque n'est pas dans la sidérurgie, même si Usinor, qui emploie actuellement 10 000 salariés n'est pas menacé. Jacques Bialski le sait mieux que quiconque : « Notre faiblesse se situe au niveau de la formation. Or nous devons former des jeunes à des métiers très diversifiés pour sortir de la mono-industrie et développer le tertiaire grâce à l'activité de notre port. » ●

CORY AQUINO, UNE FORCE PAISIBLE ET FRAGILE A LA FOIS

PAR LAURENT FABIUS

L'ancien Premier ministre qui a rencontré Cory Aquino lors de son voyage aux Philippines tire le bilan des premiers cent jours d'un pouvoir que son gouvernement avait été le premier à reconnaître en février 1986.

A MANILLE, pour décrire la période du dictateur Marcos, on raconte deux anecdotes. L'une, c'est un prêtre qui me l'a racontée lors du récent voyage que j'ai fait aux Philippines pour rendre visite à Cory Aquino : « Savez-vous comment, du temps de Marcos on définissait une P.m.e. ? Une P.m.e., c'est une entreprise que ne possède pas la famille Marcos. » L'autre histoire, c'est un ministre du gouvernement de Cory Aquino qui me l'a dite. Lorsque Marcos avait personnellement besoin d'argent, il décrochait son téléphone, appelait un de ses ministres et lui disait en substance : « Allô, combien te reste-t-il sur le budget de ton ministère » ? Le ministre répondait le chiffre. « Bon, alors, convoque le comptable du ministère et apporte-moi donc 10 millions en billets ».

Cory Aquino est présidente des Philippines depuis maintenant cent jours. Et on vit encore sur ces anecdotes, pour symboliser le passage de l'Ancien Régime à la Révolution. En cent jours, la présidente Aquino a fait du très bon travail. Battre Marcos d'abord, sans effusion de sang ; puis constituer un gouvernement ; rétablir les libertés ; réunir une commission pour préparer une nouvelle Constitution ; commencer à aborder le problème des « insurgés » communistes et musulmans. Tout n'est pas réglé sur le plan politique, loin de là, et beaucoup d'incertitudes demeurent, mais on a nettement avancé.

Sur le plan économique et social, c'est évidemment autre chose. La tâche est écrasante. Une dette extérieure affolante. Le service de cette dette représente50 % des recettes d'exportation ! Les Philippines, assez prospères il y a quinze ou vingt ans. sont aujourd'hui surendettées et déséquilibrées. Avec d'énormes inégalités sociales, des fortunes immenses et une misère écœurante. Une capitale de près de 9 millions d'habitants où s'agglomèrent des paysans sans terre, qui ont quitté leur province natale. Des usines nouvelles dont beaucoup ne tournent pas. Une armée au rôle central et à la paye difficile à assurer. Et, face à cela, la présidente Aquino, avec son charisme, sa franchise et sa force paisible et fragile à la fois. Le gouvernement ne résoudra pas les difficultés économiques sans la stabilité politique et il n'établira pas la stabilité politique sans davantage de justice sociale, dans un pays où l'on ne paye quasiment pas d'impôt sur le revenu.



A.f.p.

Laurent Fabius avec Cory Aquino.



A.f.p.

Et marchant dans les bidonvilles de Manille.

L'étranger (Etats-Unis, Japon, etc.) aura évidemment sur le plan économique une grande influence. Les pays d'Europe, et notamment la France, ont un rôle majeur à jouer pour aider la démocratie philippine à se consolider. Cela vaut assurément la peine. Notre gouvernement a été le premier, en février 1986, à reconnaître le régime de Cory Aquino et à saluer cette victoire des droits de l'homme. Il ne faut pas s'arrêter là.

L'EXPULSION DE RADJAVI

UNE OPERATION DE POLITIQUE INTERIEURE

Le départ « volontaire » du chef des Moudjahidines du peuple iranien, Massoud Radjavi, et le tournant pris par la diplomatie française dans ses relations avec l'Iran de Khomeiny vont combler de joie les partisans de la devise « le crime paie ». En filigrane, le sort des otages se dessine sans qu'on puisse savoir avec précision si les marchandages en cours vont aboutir rapidement ou si, en dehors de toute logique, ces événements ne vont pas entraîner une nouvelle escalade terroriste.

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

MASSOUD RADJAVI, reçu comme un chef d'Etat chez son allié irakien, avait pourtant été averti avant le 16 mars des intentions de la droite française. Les Moudjahidines iraniens avaient multiplié les contacts avec des hommes politiques appartenant à l'U.d.f. et au R.p.r. Leur journal à Paris, « Iran-Libération », rendait compte régulièrement de ces rencontres. Des publicités dans la presse française associaient de nombreux dirigeants de la droite à un appel pour la « fin de la guerre Iran-Irak », plutôt sévère envers le régime de Khomeiny. Cette offensive des amis de Radjavi avait un but, maintenir la présence en France de leur organisation et devancer les probables pressions du gouvernement de Téhéran.

Peine perdue, hier signataire des appels à côté du « leader Radjavi », la droite aujourd'hui le sacrifie à la raison d'Etat. Mauvais calcul aussi de la part de l'opposition iranienne, qui paie maintenant son manque de clairvoyance par ce départ en catastrophe. Même si, pour sauver la face, Radjavi fait savoir que « la décision (de quitter la France) a été adoptée à l'unanimité au cours de la dernière session du Conseil national de la résistance iranienne ». La date de ce conseil n'étant pas précisée !

Il est aussi intéressant de voir la méthode. Parce qu'il y a une méthode de droite pour appliquer ou faire appliquer des décisions. Il est indéniable que Pasqua, Pandraud et consorts préfèrent la manière forte. La négociation, très peu pour eux ! Ainsi lors de la descente de police — pour « vérifications d'identités » — à Auvers-sur-Oise, on a vu un grand déploiement de forces destiné peut-être plus à frapper un coup publicitaire qu'à convaincre les Iraniens de partir. Démonstration de force qui va bien dans le sens des pratiques musclées tant à la mode aujourd'hui. Et, avec des arrière-pensées évidentes, puisque ça sert aussi à « rassurer » cette fraction de l'opinion publique en mal de sécurité.



Remise dans le cadre de l'idéologie conservatrice, l'opération, sans frais, d'Auvers-sur-Oise, facilite le développement des amalgames chers au gouvernement qui font de tout réfugié un terroriste et de tout immigré un délinquant. C'est la dimension « politique intérieure » de l'affaire Radjavi. Sur le plan de la diplomatie, les choses sont plus complexes. Le souhait du gouvernement Chirac de normaliser ses relations avec l'Iran semble obéir, selon des sources proches de Matignon, à un objectif précis : libérer les otages français. On pense que Téhéran peut faire jouer ses influences sur les terroristes qui détiennent les Français au Liban. On sait aussi que, malgré les dénégations iraniennes, les ravisseurs appartenant au mouvement Hezbollah ont des liens très étroits avec le régime de Khomeiny.

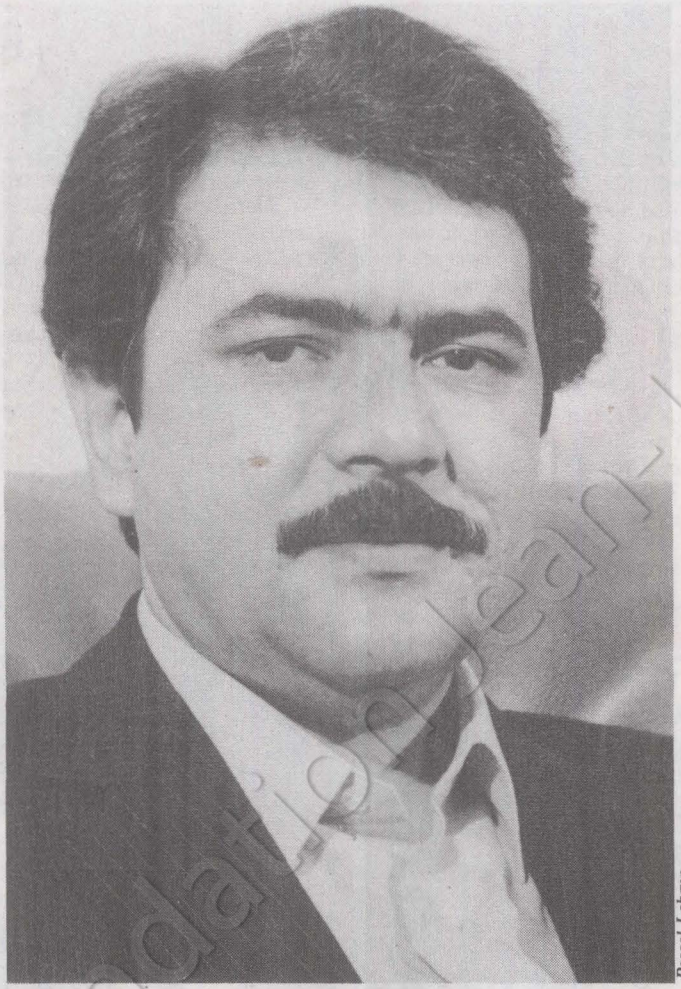
Un chantage, bel et bien !

Il s'agit donc, selon la politique adoptée par Matignon, de satisfaire certaines exigences iraniennes. Et d'abord celle-là, l'expulsion déguisée ou non, seul le résultat compte, de la fraction la plus dure de l'opposition ira-

nienne qui, comme naguère Khomeiny, avait choisi la France pour installer ses principaux chefs en exil. Une autre exigence concerne le contentieux financier qui oppose Paris et Téhéran à propos de la contribution d'un milliard de dollars versée en 1974 par le régime du Chah à Eurodif. Les négociations sont en cours et on voit là l'aspect « économique » de la rançon demandée par l'Iran.

Parce qu'il s'agit bel et bien d'un chantage auquel la France est soumise. La dernière revendication formulée par l'Iran concerne les liens que la France a tissés depuis plusieurs années avec l'Irak. Là une volte-face française semble improbable, même si certains accommodements sont possibles. Sans renier des relations entre Paris et Bagdad, on tient à rassurer le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz, en visite en France, on parle discrètement d'un « nécessaire rééquilibrage » qui pourrait aboutir à de non moins discrètes livraisons d'armes à Téhéran.

Pour normaliser donc les rapports avec la dictature iranienne le gouvernement Chirac prend un risque considérable. Celui de donner aux ravisseurs, et aussi à leurs commanditaires, la certitude d'une victoire diplomatique grâce au chantage sur la vie des otages. On attend maintenant à Paris avec impatience un geste des Iraniens ou des preneurs d'otages. Le risque est grand de voir l'enlisement des tractations et une éventuelle surenchère. Face à l'Iran, Chirac manie aujourd'hui la carotte, mais on voit mal où est le bâton. D'autant plus que dans l'imbroglio libanais il y a d'autres partenaires qui peuvent aussi vouloir dire leur mot. Avec le langage de la violence, bien évidemment. Et s'ils aperçoivent la moindre faiblesse dans les positions françaises ils vont être tentés d'en profiter.



Pascal Lebrun

Massoud Radjavi à Auvers-sur-Oise.

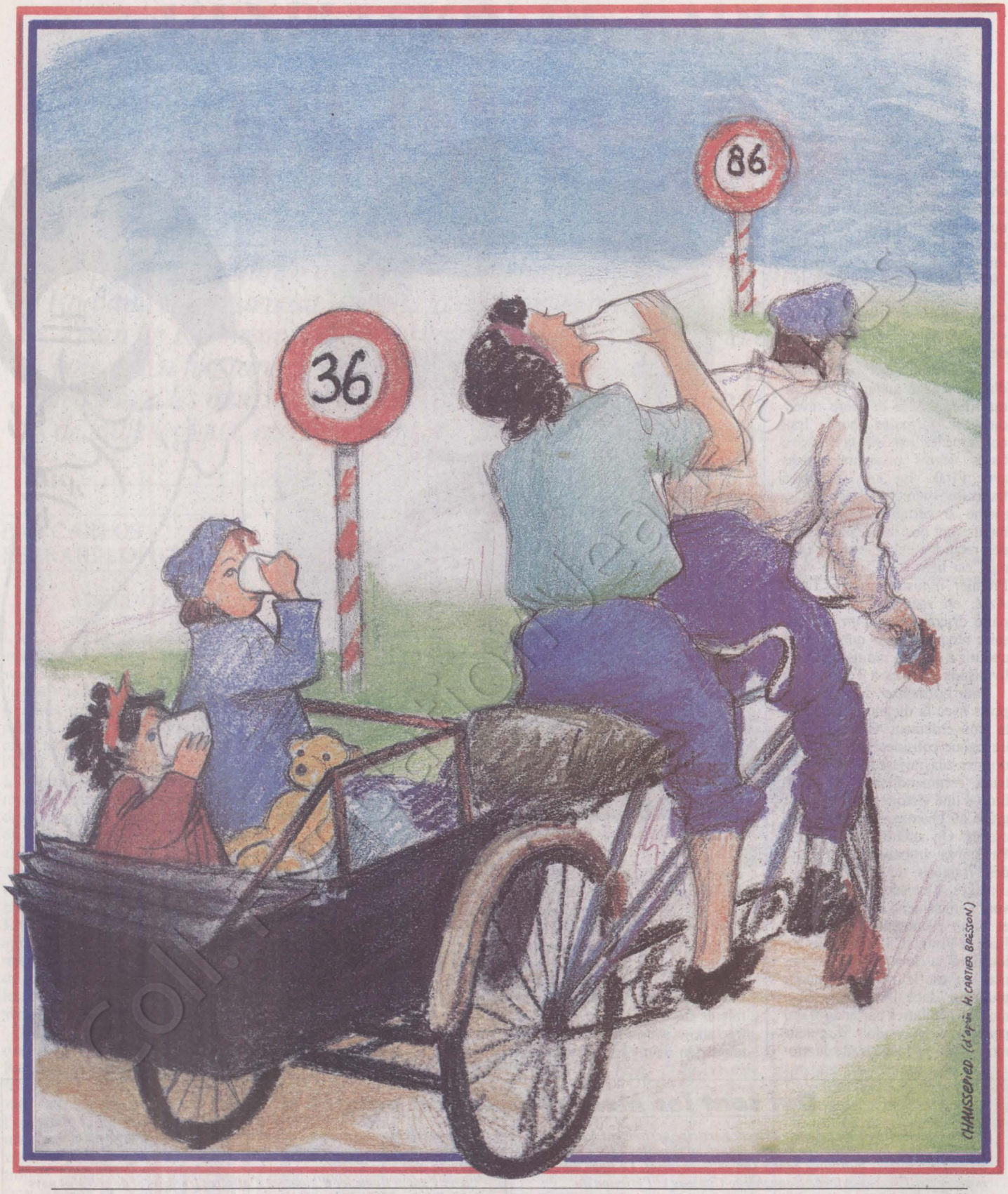
Après avoir servi de monnaie d'échange pour obtenir la « normalisation » de relations entre la France et l'Iran, les otages pourraient devenir l'enjeu d'autres tractations avec d'autres négociateurs. On saura bientôt si cette politique de concessions françaises peut débloquer la situation des Français retenus au Liban. L'opinion publique française a aussi son mot à dire : à la veille des vacances d'été, de grâce, n'oublions pas les otages ! ●



Qui sont les Moujahidines du peuple d'Iran ?

Les « combattants du peuple » avaient participé activement à la lutte contre le chah. Après l'arrivée de Khomeiney au pouvoir et dès 1981 ils mènent des actions militaires contre son gouvernement. La ligne dure imposée par l'ancien exilé de Neauphle-le-Château et l'éviction du président Bani-Sadr en juin 1981 poussent les Moujahidines vers une opposition clandestine et militaire. Malgré une répression systématique, et qui a obtenu quelques victoires de taille, la mort de plusieurs membres du comité central de l'organisation en février 1982, ils demeurent la principale force d'opposition. La politique d'alliance voulue par Massoud Radjavi, en France depuis juillet 1981, n'a pas fait long feu. L'ancien président Bani-Sadr critique sévèrement les contacts établis par Radjavi avec l'Irak au beau milieu de la guerre du Golfe. D'autres composantes du Conseil national de la Résistance, créé en 1981, ont quitté aussi cette institution. Actuellement ce Conseil qui devait être l'expression d'un « gouvernement provisoire » semble de plus en plus une carcasse vide.

Avec l'appui financier d'hommes d'affaires iraniens et de certains pays du Golfe, les Moujahidines restent, selon ses dirigeants, bien implantés sur le territoire iranien. Des militaires et des religieux, nous ont-ils dit, attendent le moment d'une insurrection qui « ne saurait tarder ».Le départ de Radjavi pour l'Irak est considéré par cette organisation comme « l'étape finale avant le passage sur la terre de la patrie ». A la croisée des chemins entre la marxisme et l'Islam, l'idéologie des Moudjahidines est difficile à cerner. Partisans d'une démocratie avec séparation des pouvoirs entre le religieux et le politique les « combattants du peuple » sont fiers d'être désigné par Khomeyny comme son ennemi numéro un.



Dans un ouvrage bourré de faits, parfaitement maîtrisé et ô combien éclairant « la France du Front Populaire » (La Découverte) Jacques Kergoat souligne pourquoi et comment la société française dans son ensemble n'était pas prête à résister aux préjugés et à s'engager dans le processus de révolution culturelle qu'exigeait la victoire du Front Populaire.

ASCENSION, APOGEE ET DECLIN DU FRONT POPULAIRE

PAR LUCIEN CURZI

A ETUDIER les origines de l'unité ouvrière française scellée par le pacte du 27 juillet 1934 entre les partis communiste et socialiste, première étape conduisant à la formation du gouvernement Léon Blum, version initiale, puis à l'accord Matignon du 7 juin 1936 conclu entre les syndicats de salariés et ceux des patrons, on s'aperçoit que sont mêlés aux causes objectives nationales des facteurs externes aussi importants : qu'une fraîche spontanéité l'emporte souvent, dans l'action des ouvriers, sur les décisions d'états-majors ; que les clivages droite-gauche sont alors marqués par des contrastes de classes autrement tranchés que ceux d'aujourd'hui ; que la violence verbale est constante et que, physique, elle s'exerce à l'occasion sans retenue, les commandos droitiers agressant les militants de gauche.

La victoire électorale, en avril 1936, d'une majorité de Front Populaire, couronne une poussée sociale sans précédent. Ses 378 élus, contre 220, sont par rapport à 1932 la résultante du doublement des voix du P.c.f. La S.f.i.o. devient le premier parti à gauche, tandis que les radicaux, jusque-là dominants, enregistrent de sévères pertes, puisqu'ils sont abandonnés par le quart de leurs électeurs. Comment ont pu se cristalliser, et avec une telle vigueur, des forces dispersées, dont l'aile bolchévique obéit peu ou prou à l'idéologie sectaire de l'Internationale communiste, inspirée et encadrée par Moscou qui va, lui, jouer un rôle non négligeable dans la politique de soutien sans participation du P.c.f. aux gouvernements de Front Populaire ? (1).

En 1927, aux yeux d'André Ferrat, un des dirigeants communistes qui sera bientôt exclu, la S.f.i.o. devient rien moins qu'« un parti bourgeois d'un type nouveau : un parti social-fasciste ». Plus que la montée du nazisme, l'affaire Stavisky, cet escroc d'envergure retrouvé suicidé qui avait émis, par le biais du Crédit Municipal de Bayonne, plus de 200 millions de faux bons de caisse, déclenche un scandale dans lequel est compromis Chiappe, Préfet de Police de Paris, révoqué dès lors par le radical Daladier... « qui a besoin pour son investiture du soutien socialiste ».

Ce prétexte est saisi par les ligues animées par l'Action Française, qui veulent « étrangler la gueuse ». Elles réagissent violemment dans les rues de Paris le 6 février 1934. On relèvera 14 morts et 655 blessés. Lorsque, devant le danger, Jean Zyromski et Marceau Pivert, au nom des fédérations P.s. de la région parisienne proposent au P.c. « de fixer les bases d'un accord loyal et de réaliser l'unité d'action des travailleurs » dans le but de riposter aux factieux, le « non » est catégorique, assorti d'injures... alors que, paradoxe, Doriot, maire communiste de Saint-Denis, et fasciste futur, donne son accord. C'est que, prenant ses désirs pour des réalités, le P.c.f. se persuade « que le capitalisme connaît ses ultimes convulsions », qu'il ne voit dans la défense de la République que la volonté « de défendre le régime capitaliste », alors que se renforcent les troupes Croix-de-Feu du colonel de La Roque et que de l'autre côté du Rhin, s'enfle la peste brune.

Le mécontentement et l'aspiration unitaire sont tels, pourtant — qu'appuient une pléiade d'intellectuels, Alain et André Breton, Paul Rivet et Jean Vigo, Paul Eluard et André Malraux — que le P.c.f. lâche du lest. C'est que l'Internationale vient d'effectuer un retournement complet à son VIIe congrès de Moscou de l'été 1935, où Georges Dimitrov défend avec succès une tactique du front uni antifasciste. Ce changement de cap affecte la C.g.t.u. (proche des marxistes) qui suggère une fusion à la base à la C.g.t. et « la convocation d'un congrès d'unification ». Quant au P.c.f., il est amené à élargir le pacte « aux partis de la petite bourgeoisie et de la paysannerie ». Cette ouverture en direction des radicaux recueille l'adhésion du S.n.i. et de la Ligue des Droits de l'Homme, mais pas des amis de Monatte groupés autour de la « Révolution Prolétarienne » et des trotskystes.

C'est que, inquiété par les visées expansionnistes de Hitler, Staline veut rompre son isolement. Il acceptera de signer, en mai 1935 avec Laval, le Traité Franco-Soviétique. Les conditions semblent donc réunies pour qu'aboutisse l'idée du Rassemblement du 14 juillet au stade Buffalo. Son serment comporte « l'engagement de rester unis pour défendre la démocratie, désarmer et dissoudre les ligues factieuses, mettre nos libertés hors de l'atteinte du fascisme ».

Vœu pieux ? Que non, car la menace s'accroît : l'armée du Duce agresse l'Ethiopie et Hitler occupe la Rhénanie en violation du pacte de Locarno ; les « chemises vertes » de Dorgères attaquent les réunions communistes et socialistes ; Maurras lance d'assassines diatribes contre Léon Blum, « ce juif allemand

(suite en page 18)



Grévistes occupant leur usine.

Keystone



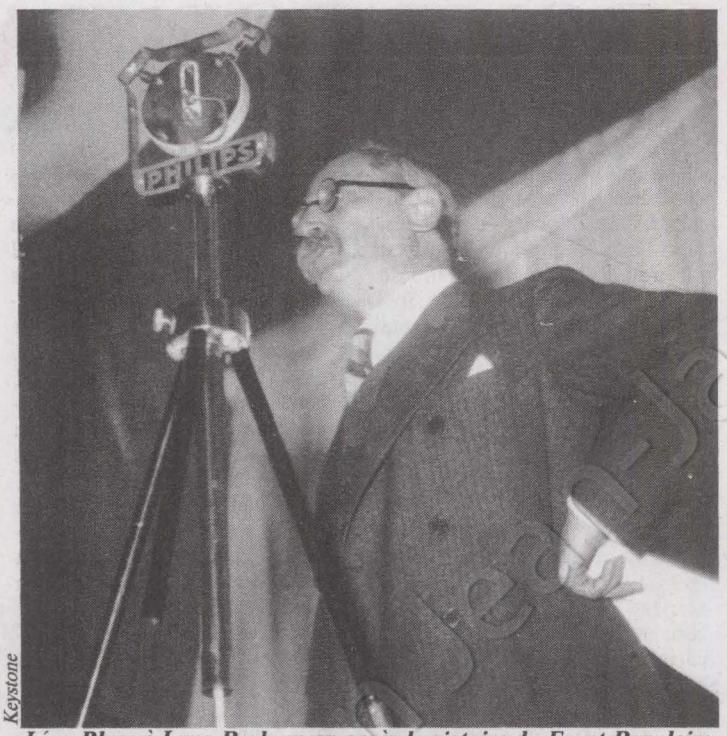
Premier départ en vacances pour des petits Parisiens défavorisés.

(suite de la page 17)

naturalisé ou fils de naturalisé (...) homme à fusiller, mais dans le dos » ! Néanmoins, le rapport de force bascule en faveur de la gauche, partout consolidée par la formidable contagion des occupations d'usines et des solidarités massives apportées par les populations aux grévistes, mouvement qui effraye tant le patronat (et l'Eglise), le paralyse et le conduit à signer les Conventions collectives. On compte, en juin, 12 142 grèves et deux millions de grévistes. Quel gai défoulement collectif lorsque Léon Blum fait voter le texte instaurant les congés payés et la loi sur les 40 heures ! (2) Il s'agit, en fait, d'une libération face à un patronat autoritaire et de droit divin imposant de très bas salaires. Il n'est pas rare, en ces journées d'enthousiasme que le drapeau rouge soit hissé, souvent escorté du tricolore. Et dans « ce baptême du feu (...) où naît une nouvelle génération ouvrière », les femmes, en masse, émergent. Leur droit au travail s'affirme au détriment de l'image bénite de la femme au foyer, sinon se pose, sans que les Conventions l'intègrent, le principe « à travail égal, salaire égal ».

La France victime d'un « complot » comme feignent de s'alarmer des voix éparses, à droite bien sûr, et même... à gauche ? Jacques Kergoat montre, preuves à l'appui, que le P.c.f., qui a surtout soif de respectabilité, est loin d'être le manipulateur clandestin supposé, le syndicaliste Jouhaux avouant lui-même que « le mouvement s'est déclenché sans qu'on sût exactement comment et où ». Il est vrai que la classe ouvrière « avait accumulé des comptes à régler, à laquelle la réunification syndicale avait déjà redonné confiance, et qui voit dans le résultat des élections le fait que le gouvernement est « avec nous » contre les patrons et non comme d'habitude « contre nous »...

L'auteur a de fortes raisons de penser que les grèves de juin 1936 n'étaient pas le banc d'essai de la Révolution. Que, si les occupations tendaient à saper « le droit de propriété patronale sur les entreprises », elles visaient surtout à « modifier les relations sociales et hiérarchiques » en leur



Keystone

Léon Blum à Luna Park un an après la victoire du Front Populaire.

sein. Mieux, ce ne sont pas des puissances occultes qui dirigent le conflit, mais des Comités de grève où, non élus, sont responsabilisés dirigeants syndicaux chevronnés et « dirigeants naturels ».

L'illusion d'une Révolution souhaitable, et même possible propagée (3) par les trotskystes se dissipe. Les hommes d'ordre recrutent : Doriot et son P.p.f. subventionné par Mussolini, surtout La Roque, dont le P.s.f. enrégimente un million d'adeptes début 1937.

Et les patrons calculent déjà leur vengeance. D'autant plus que la guerre franquiste menée contre les républicains bat son plein de fureur, soutenue par les coalisés hitléro-fascistes (y compris mille fanatiques français, la Cagoule, elle, s'infiltrant dans les Brigades Internationales) ; d'autant mieux qu'en France prévaut, hélas, la « non-intervention » à laquelle Léon Blum ne se serait résigné « que contraint et forcé » (4). Chez les socialistes, Vincent Auriol, Jules Moch, Léo Lagrange y sont hostiles, tandis que Colette Audry réclame la levée de l'embargo sur les livraisons d'armes. Le Belge de Brouckère écrit, lui, des lignes prophétiques le 9 août 1936 : « L'Europe laisse faire. Elle laisse faire pour « sauver la paix », dit-elle. On a peine à concevoir pareil aveuglement. Ne voit-on pas que, de concession en reculade, de faiblesse en abdication, on livre au fascisme l'initiative de la conduite politique de l'Europe » ? Déjà, la coalition de Front Populaire est lézardée.

Et la pâte du combat social unitaire retombe. Léon Blum renonce à l'échelle mobile, les concessions à la droite se succèdent, la force vient à bout des grévistes. Un certain désarroi gagne les militants de gauche. La police tire sur eux, et tue à Clichy. Lorsque Flandin se rapproche d'Hitler et que le gouvernement d'union nationale envisagé par Léon Blum avorte, il est trop tard. Les acquis sociaux vont être ruinés. Franco avance et l'Armée Rouge est décapitée à la suite d'un faux élaboré par la Gestapo.

Il y a bien un sursaut populaire, mais c'est « l'hallali ». La ratification, par le Parlement, des accords de Munich signés en septembre 1938 (5) conduit à un consensus national de fait, au-delà de quoi la voie s'ouvre à toutes les aventures, au Maréchal et aux forfaits de sa Milice. « La semaine des deux dimanches a cessé d'exister », proclame un Paul Reynaud exultant.

Même si, le 30 novembre 1938, ses décrets-lois de régression sociale soulèvent, par réaction d'autodéfense, une grève d'envergure, elle est vite étouffée par les gourdins et les mousquetons. Et huit cent mille travailleurs sont alors « lock-outés ». Cette défaite est la vraie fin du Front Populaire, qui précède, elle, les trois coups de la tragédie : l'évincement du pouvoir du parti socialiste, la mise hors la loi du P.c.f., la signature du pacte germano-soviétique, avant l'entrée en guerre.

Dans cet ouvrage bourré de faits, parfaitement maîtrisé et combien éclairant, Jacques Kergoat s'attache à souligner pourquoi la société française, en général, et même certaines formations les mieux averties et lucides de la gauche étaient peu préparées ou disposées alors à résister aux préjugés, sinon à s'engager résolument dans un processus de révolution culturelle. Lorsque, par exemple, et pour la nième fois, la Chambre approuve le droit de vote pour les femmes, c'est en vain, le Sénat étant contre ; et ni le P.c., ni le P.s. ne contestent le code de la Famille promulgué par Daladier, code qui est un plat malsain et rétrograde.

Comme quoi, la lutte pour la réduction des inégalités, et en faveur de l'émancipation sociale, se révèle indissociable, l'auteur abonde en ce sens avec toute l'objectivité voulue, de la fermeté à l'égard des terrorismes ; qu'elle requiert, sans exclusive, les forces de progrès ; que ceux qui, à gauche, s'opposent à cette profonde inclination seront dispersés au vent de l'Histoire, l'actualité des cantonales ces jours-ci dans l'Indre venant renforcer, à tout le moins, cette antique conviction. ●

** Jacques Kergoat : « La France du Front Populaire ». Un volume de 414 pages — 140 F. Editions la Découverte. Abondante bibliographie accompagnée d'un Index géographique par villes.*

(1) Selon Jacques Kergoat et la plupart des historiens, cette expression lancée par Maurice Thorez lors des cantonales d'octobre 1934, serait due à Fried, alias « l'ami Clément », « conseiller de l'Internationale commu-

UNE PRESSE TRES ENGAGEE... POUR OU CONTRE

PAR CLAUDE ESTIER

LE Front Populaire a eu le soutien, avant, pendant et après les élections de 1936, d'un certain nombre de journaux au premier rang desquels plusieurs hebdomadaires résolument engagés à gauche. Le plus ancien d'entre eux était « La Lumière », fondé en mai 1927 par un groupe de radicaux, dont Albert Bayet et Georges Boris, et qui était, en quelque sorte, une réplique aux grands hebdomadaires de droite particulièrement virulents tels que « Candide » où écrivaient Jacques Bainville et Pierre Gaxotte, « Gringoire » d'Horace de Carbuccia et « Je suis partout », animé par Robert Brasillach. Face à ces puissants organes, « La Lumière » se voulait un lieu de rassemblement de tous les partis de gauche, à l'exception des communistes. Elle mettait aussi l'accent sur la laïcité en menant combat contre les cléricaux dont, soulignait-elle, on ne pouvait rien attendre dans la lutte contre le fascisme.

A côté de cet hebdomadaire militant qui appelait tout naturellement à voter pour « les gauches », existait depuis 1932 un journal disposant de ressources beaucoup plus importantes, « Marianne », dirigé par Emmanuel Berl et qui se présentait comme un « grand hebdomadaire littéraire illustré ». Sa ligne politique était moins claire que celle de « La Lumière », les sympathies de son directeur allant surtout au grand leader des radicaux qu'était Edouard Herriot. Mais à partir de la fin de 1934, « Marianne » se marquait davantage à gauche avec l'apparition dans ses colonnes de deux signatures encore peu connues mais qui deviendront plus tard des cautions : celles de Claude Bourdet et d'Emmanuel d'Astier.

Au lendemain de la grande journée du 14 juillet 1935, l'engagement de Berl ne faisait plus de doute : « Le 14 juillet a montré assez haut que la France restait républicaine. M. de la Roque avait rendu réellement nécessaire cette démonstration. Elle est faite... Le rassemblement des gauches est fait et paraît à cette heure irrésistible. »

Au même moment, « Marianne » accueillait un homme qui devait quelques années plus tard finir dans la Collaboration avec l'Allemagne hitlérienne mais qui, à l'époque, était un farouche partisan du « front commun » contre la droite, Gaston Bergery qui dirigeait lui même un hebdomadaire intitulé « La Flèche ».

Au lendemain des élections de 1936, « Marianne » déplorait le recul des radicaux mais Léon Blum, devenu chef du gouvernement avait toute sa sympathie fondée cependant sur des raisons particulières : « Le gouvernement de Front Populaire, écrivait Berl, se forme dans une atmosphère d'espérance... M. Blum ne bénéficie pas seulement de la confiance du Front Populaire, la bourgeoisie elle-même paraît désirer que son gouvernement réussisse. Elle a senti que le Front Populaire n'est pas autre chose qu'une modalité du Front patriotique. Elle craint qu'après la défaite radicale, un effondrement socialiste ne la mette en contact direct avec les communistes » (« Marianne », 27 mai 1936).



Dessin paru dans « Vendredi » et légendé : « l'autre aviation rebelle attaque ».

Ce point de vue quelque peu restrictif et pas spécialement marqué du sceau de la lucidité quant à l'attitude de la bourgeoisie à l'égard de Léon Blum n'était pas celui d'un autre hebdomadaire qui, si l'on met à part « Regards », magazine illustré proche du Parti communiste, fut le grand organe d'expression du Front Populaire : « Vendredi », fondé en novembre 1935 par André Chamson, Jean Guéhenno et Andrée Viollis, entourés d'une pléiade d'intellectuels qui figuraient tous au sommaire du premier numéro : André Gide, Jacques Maritain, Julien Benda, Jean Cassou, Jean Giono, Louis Martin-Chauffier, Paul Nizan, etc.

Contrairement à « La Lumière » qui avait longtemps végété, le succès de « Vendredi » fut immédiat. Avec plus de 100 000 exemplaires dès le cinquième numéro, le journal avait le vent en poupe tout comme le Front Populaire. Il s'engageait résolument dans la campagne électorale comme en témoignait l'éditorial de Jean Guéhenno intitulé « Printemps en France, la République recommence » et qui s'achevait sur ces accents lyriques : « Ouvriers, paysans de France, mes camarades, sentez-vous l'espérance que tout ce qui pense au monde met aujourd'hui en vous. Ah ! n'allez pas la décevoir !... Mon camarade, il y a des siècles que les gens de rien que nous sommes rêvent d'une humanité joyeuse, d'une République aux tétons nourriciers, juste, calme, savante, capable d'assurer une vie vraie enfin à tous ses fils... Il dépend de toi que dans quelques jours, nous soyons plus près de ce monde joyeux. »

Et au lendemain de la victoire c'est à André Gide que « Vendredi » confie le soin d'apporter son hommage au nouveau président du Conseil : « J'applaudis de toute ma tête et de tout mon cœur au gouvernement de demain : et Léon Blum avec les qualités éminentes que je lui reconnaissais hier, qualités qui n'ont fait que grandir, me paraît parfaitement qualifiée pour mener à bien cette entreprise très difficile – pour le plus grand contentement du plus grand nombre et pour le plus bel honneur de la France. »

Les premières réserves de « Vendredi » vont apparaître avec la non-intervention dans la guerre d'Espagne qui fait rage depuis juillet. Le journal continue à défendre le Front Populaire mais il prend peu à peu ses distances surtout à partir de mars 1937, après les mesures économiques qui vont épargner les capitaux. C'est en quelque sorte la fin d'une mystique. « Vendredi » ne se fait guère d'illusions et connaît d'ailleurs ses premières difficultés financières.

Lorsqu'en juin 1937, Léon Blum dresse à Luna Park le bilan d'un an de Front Populaire, le journal ne cache pas son scepticisme :

« ... Ce que Léon Blum n'a pas dit et ce qu'il faut bien rappeler sans cesse car c'est de là que viendrait l'échec, c'est que l'épuration des cadres de la République n'est pas faite et qu'on laisse grouiller les vers dans le fruit et s'engraisser et détruire. L'administration surtout regorge de fonctionnaires qui ne sont pas républicains et qui font la loi contre les ministres et qui se recrutent entre eux ; et devant qui un gouvernement loyal certes, mais timide balance depuis un an, n'osant frapper, préparant ainsi son suicide et la chute des grandes espérances. »

Plus de mystique, plus de raison d'être. « Vendredi » va survivre encore quelque temps avant de disparaître, en novembre 1938, le jour de son troisième anniversaire. L'équipe qui l'a fait vivre est restée fidèle à elle-même mais les espoirs de 1936 sont déjà loin. Le Front Populaire s'est brisé sur le mur de l'argent. C'est l'impasse. Moins d'un an plus tard, ce sera la guerre...

niste auprès de la direction du P.c.f. » au cours de cette période. Par ailleurs, partisan de la participation au gouvernement de Front Populaire, Thorez aurait été mis en minorité au Bureau politique, selon son propre témoignage et ceux de Benoît Frachon et André Blumel.

(2) Il y a, conjointement aux congés payés « un billet populaire » de congé annuel entraînant 40 % de réduction aller-retour sur les chemins de fer pour le travailleur et sa famille : 560 000 « billets Léo-Lagrange » sont ainsi utilisés dans la seule année 1936.

(3) En dépit des consignes éloquentes et claires lancées par Maurice Thorez dès le 11 juin 36 au soir, selon qui « il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été encore acceptées... ».

(4) Alors que, selon Jean Zay, « il la croyait personnellement judicieuse », aux motifs des pressions continues du parti radical et de la position attentiste anglaise. Par la suite, il cautionnera une « non-intervention » dite relâchée. N'empêche que dix mille volontaires se mobiliseront pour aller combattre sur les fronts espagnols dans les Brigades Internationales, trotskystes et anarchistes n'étant pas en reste.

(5) Par 353 voix contre 75 (les 73 communistes, Kérillis et le socialiste Bouhey). En outre, « plutôt Hitler que le Front Populaire » devient le slogan favori d'un patronat de combat décidé à briser les reins du mouvement ouvrier, en quoi, ironie de l'Histoire, il sera indirectement aidé, et très efficacement, par l'occupant nazi et ses aides. ●

METTONS NOUS SUR NOTRE... 36



PAR JEAN-PIERRE BEDEI

SAMEDI matin, à la gare Saint-Lazare, flottera un petit air de fête suranné pour un drôle de départ en week-end. « Un train nommé 36 » est affrété par le P.s. pour commémorer le 50e anniversaire du Front Populaire. Il se rendra à Ouistreham (Calvados). Un pèlerinage joyeux auquel participeront notamment Lionel Jospin, Laurent Fabius et Jack Lang et qui permettra aux socialistes de se replonger dans leur histoire tout en recréant l'atmosphère festive de l'époque.

Le P.s. aurait pu se contenter de marquer l'événement de manière classique en organisant des colloques ou des débats plus solennels. Il a préféré opter pour une manifestation plus originale et colorée. L'initiative est venue du M.j.s. de Nanterre. Pourquoi organiser un train pour la Normandie ? Tout simplement parce que c'est le meilleur symbole des départs en vacances de 1936 en direction des plages des premiers congés payés.

Ce train sera également une leçon d'histoire. Tout au long du trajet se dérouleront des débats avec des témoins du Front Populaire : « Le film des événements », avec Gérard Jaquet, ancien ministre, député au Parlement européen, « Léon Blum face à l'épreuve du pouvoir » avec Robert Verdier, ancien député de Paris, et président de l'Association des amis de Léon Blum, « la Gauche française en 36 », avec Colette Audry, et « la Vie quotidienne en 36 », avec l'historien Benigno Caceres. A leur arrivée à Caen, les voyageurs partiront en car, en vélo, voire en tandem, pour le parc de Biez, à Mondeville, afin de pique-niquer. Ce déjeuner champêtre sera suivi d'une rencontre avec les ouvriers de la Société métallurgique de Normandie ponctuée par une prise de parole de Louis Mexandeau, député du Calvados. Ensuite, départ pour la plage de Ouistreham. Dans l'après-midi est également prévue la projection du film de Jacques Rutman « Blum a l'échelle humaine » diffusé sur T.f.1 le 25 mai dernier. La journée se terminera par un banquet, une intervention de Lionel Jospin et un grand bal populaire.

Les costumes et maillots de bain d'époque seront les bienvenus. Il est même conseillé de se mettre sur son... 36. « Nous avons eu comme souci d'organiser une manifestation de bonne humeur », commente Yvette Roudy, députée du Calvados. Pour Jean-Jack Queyranne, cette commémoration n'est pas sans rapport avec l'actualité. « Il s'agit de rappeler les conquêtes sociales de 36 au moment où les acquis sociaux sont mis en cause par le gouvernement. Le Front Populaire a délivré un message de justice et de solidarité qui reste aujourd'hui celui qui anime les socialistes. » Et Louis Mexandeau ajoute : « Lorsqu'on voit Charles Pasqua s'en prendre au Front Populaire et à ses hommes on s'aperçoit que 1936 est d'actualité. On a souvent dit que le Front Populaire a désarmé le pays. C'est faux. En 36-37 le gouvernement a donné les moyens de moderniser l'armée française. A travers l'histoire déformée du Front Populaire, on essaie de porter un jugement sur notre action présente. » Le train, le vélo, la plage... et la politique, tous les symboles de 1936 reprendront vie, le 14 juin, l'espace d'une journée. Pas seulement pour évoquer l'Histoire, et le présent mais aussi pour éclairer l'action des socialistes dans le futur. Car « qui n'a pas de passé, n'a pas d'avenir »...

"C'était la fête dans le calme et la bonne humeur"

EN 1936, Paulette Peccoud avait 23 ans. Elle faisait ses débuts dans l'enseignement. Elle travaillait dans le XXe arrondissement où aujourd'hui elle milite au P.s. Un quartier d'où partaient toutes les grandes manifestations de l'époque. Elle témoigne...

– L'Unité : Cinquante ans après, quelles images du Front Populaire conservez-vous à l'esprit ?

– Paulette Peccoud : Les grèves et les défilés. J'étais enseignante à Ménilmontant et il y avait plusieurs usines dans le quartier. Les ouvriers restaient dans leurs entreprises et faisaient la grève sur le tas au son de l'accordéon. Ils chantaient, dansaient. Les femmes les ravitaillaient. On faisait la quête dans la rue pour les grévistes. Mais le plus remarquable était le calme et la bonne humeur dans lesquels se déroulaient tous ces événements. La violence avait existé en 1934 mais pas en 1936. Quant aux défilés, ils étaient enthousiastes. Lors de la grande manifestation de la Nation à la République des filles étaient déguisées en Marianne ou en sans-culottes. Pour la première fois je voyais des officiers de réserve républicain défiler en uniforme aux côtés des civils. Beaucoup d'étrangers participaient à ces manifestations et ils chantaient l'Internationale dans leur langue respective.

A l'époque, il n'y avait pas de service d'ordre comme maintenant, ni de slogans préparés. C'était beaucoup plus spontané. C'était la grande fête. Enfin, je me rappelle les premiers départs pour les congès payés : un véritable rush, formidable de gaieté. Il y avait des gens de 50-60 ans qui n'avaient jamais vu la mer ou un champ de blé.

– Quel était le climat dans votre école ?

– Le corps enseignant était en très grande majorité à gauche. A l'époque les instituteurs étaient de vrais républicains. Mais comme nous faisions partie du secteur public nous continuions à travailler. A la récréation, les gosses jouaient dans la cour à défiler au cri de « Du travail et du pain ». Il faut dire qu'à Ménilmontant les enfants vivaient dans une misère épouvantable. Certains n'avaient comme seule nourriture que le repas du midi de l'école.

– Le Front Populaire n'a-t-il pas marqué une date importante dans la prise de conscience politique de la femme ?

– Oui. Les ouvrières en grève étaient catéchisées par les militants. Et puis Blum avait fait entrer des femmes au gouvernement. On espérait alors avoir le droit de vote. Mais on a été déçu car Herriot s'y est opposé. La condition de la femme était tellement difficile en 1936, que le Front Populaire a représenté un véritable éclatement pour les femmes. On pensait qu'on allait vers le progrès...



Keystone

Premières vacances à La Baule pour les congés payés.

"Les intellectuels jouissaient alors d'un très grand prestige"

JACQUES SCHAPIRA avait 20 ans en 1936. Sa prise de conscience politique date du 6 février 1934. Il faisait alors ses études à Bordeaux. Il a participé aux activités de la section bordelaise du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes de Rivet, Alain, Langevin. Puis, à la veille du Front Populaire il est monté à Paris pour préparer son entrée à l'école Normale.

– « L'Unité » : Quelle était l'atmosphère dans les milieux étudiants à la veille du Front Populaire ?

– Jacques Schapira : C'était l'époque où, sur le Boulevard Saint-Michel, les étudiants se promenaient tranquillement et puis, tout à coup, deux groupes antagonistes se formaient et s'affrontaient. Il y avait d'un côté le groupe d'Action française et de l'autre les étudiants de gauche... et on se tabassait mais ce n'était pas toujours méchant. Cela se passait avant les élections de 1936. On sentait déjà que la gauche commençait à faire front.

Les groupes d'étudiants organisaient des réunions politiques et invitaient à y participer des étudiants de tendance opposée. Je faisais partie des « Amis du Canard enchaîné » et j'ai été convié à une réunion – à laquelle j'ai assisté – du groupe Fustel de Coulanges (de droite) qui recevait Darquier de Pellepoix.

– Comment avez-vous vécu les grèves de 36 ?

– Sitôt après les élections, on baignait dans l'euphorie, dans l'espoir des grandes réformes. Le déclenchement des grèves a aidé le gouvernement dans la mesure où il a exercé une pression sociale, mais il l'a aussi gêné, car il l'a contraint à faire des réformes dans la précipitation. Mais ces grèves étaient surtout un mouvement spontané d'explosion sociale dû à la hâte de voir se concrétiser les réformes. Les étudiants allaient voir les grévistes dans les usines. On aidait au ravitaillement mais on ne discutait pas politique comme en 1968. Des grèves ont beaucoup étonné, celles des grands magasins notamment, car elle était surtout l'œuvre de femmes. Des gens ont quitté Paris, car ils avaient peur d'une situation révolutionnaire.

– Les intellectuels n'ont-ils pas également marqué le Front Populaire ?

– A cette époque-là, il y avait des maîtres à penser. Alors que j'étais étudiant à Henri-IV j'avais demandé, au nom de mes camarades, à André Gide de venir participer à une causerie. Je m'étais rendu chez lui, 1, *bis* rue Vaneau, j'étais très impressionné. Les intellectuels jouissaient d'un très grand prestige comparable à celui dont ils avaient bénéficié lors de l'affaire Dreyfus. Et puis je me souviens d'avoir assisté à la première leçon de poésie donnée par Paul Valéry, qui avait été nommé professeur au Collège de France. Avec d'autres étudiants je me trouvais aux côtés de Gide, Claudel, nous étions pétrifiés d'admiration devant de tels hommes.

Propos recueillis par Jean-Pierre BEDEI

Daniel Mayer : "Le Front Populaire fut le mariage de la morale et de la politique"



Sygma



Daniel Mayer (allumant une cigarette) avec Léon Blum et Vincent Auriol lors d'un congrès de la S.f.i.o.

« Les réformes de 1936 ont eu un caractère profondément révolutionnaire dans la mesure où elles ont radicalement modifié le statut, le style quotidien de la vie des ouvriers. »

PAR FABIAN GASTELLIER

1936 : L'EXPLOSION. L'expression n'est pas d'aujourd'hui. Elle est due à un journaliste de l'époque, Lucien Romier, qui stigmatisa en ces termes dans « le Figaro » la naissance du Front Populaire. Six ans plus tard, en 1942, devant la Cour de Riom, Léon Blum reprenait le terme à son compte pour évoquer le formidable espoir né des élections d'avril-mai. Pouvaient-ils tous deux parler de la même chose ?

« Explosion » : la force du coup de tonnerre qui délivre des moiteurs de l'orage. Le tonnerre ne se déclenche qu'en fin de course et dans un certain climat : la soudaineté trop légendaire du Front Populaire est une notion à réviser. Un effet brusque de surprise au sortir des urnes, certes, mais qu'explique un climat trouble et lourd de menaces, déjà ancien.

« Explosion » : l'effet destructeur. Ce n'est pas innocent si la presse de droite choisit ce mot et pas un autre en 1936. Le Front Populaire, pour la classe dominante, apparaît bien comme de la dynamite qui va ravager l'impeccable ordonnance du paysage français.

Après, plus rien ne sera comme avant. Avis partagé par les deux camps. Si, pour les uns, 36 a permis de tourner définitivement la page trop pesante de l'humiliation, pour les autres ce sont des images de ruines, de gâchis, d'irrémédiable fracture qui sont associées à ce souvenir.

Figure mythique glorifiée par le cinéma d'alors (les Prévert, Marcel Carné, Jean Renoir, Jean Grémillon ont porté sur les faits un regard inoubliable qui constitue un précieux témoignage « à chaud »), le Front Populaire n'aura duré, somme toute, qu'une poignée de jours. Cinquante ans plus tard, que reste-t-il de ce formidable bouleversement politique, économique et social et comment a-t-il été possible ? C'est ce que « l'Unité » a demandé à Daniel Mayer, ancien président du Conseil constitutionnel et de la Ligue des Droits de l'homme qui, à l'époque, était tout à la fois « jeune journaliste et déjà vieux militant ».

« L'UNITE » : Daniel Mayer, « l'explosion » de 1936, c'est quoi au juste : une victoire brutale et tout à fait inattendue ou bien l'aboutissement d'un processus politique logique ?

DANIEL MAYER : 1936, je dirais que c'est à la fois quelque chose de soudain et de préparé. L'effet de surprise, ce sont les résultats des élections. Non qu'il y ait eu un raz de marée comme on a trop tendance à le croire aujourd'hui : il n'y a eu que 3 % d'écart avec les élections de 1932. Mais pour la première fois, les socialistes obtenaient plus de députés que les radicaux, ce qui conduisait obligatoirement Albert Lebrun à se détourner de Daladier et à se tourner vers Léon Blum pour former le nouveau gouvernement. Voilà une situation neuve qui parut hallucinante voire impossible à plus d'un : autant avouer tout de suite que Lebrun fit appel à Blum tout en pensant que ce dernier aurait la « décence » de décliner l'offre ! Au lieu de quoi Blum lui a répondu : « Monsieur le Président, vous aurez la liste des membres de mon gouvernement dans 48 heures... »

Mais 36 n'est pas né en 36. Tout d'abord, il convient de se rappeler que depuis le Congrès de Tours en 1920, Léon Blum s'est efforcé de toujours écarter les socialistes du pouvoir. Ou plus exactement : de la tentation d'une participation à des gouvernements essentiellement radicaux. Que ce soit le Cartel de 24, les propositions de Daladier en 29, les élections plutôt à gauche en 32 : sa position était le refus

catégorique. Léon Blum ne voulait pas « user » l'image du Parti socialiste avant l'heure. Il voulait que, le jour où les socialistes accéderaient enfin au pouvoir, cela crée un choc psychologique.

Enfin, si l'on veut retrouver un acte de baptême précis du Front Populaire, il faut remonter à 1934. Le « Rassemblement populaire » est né cette année-là par réaction républicaine contre les mouvements factieux antidémocratiques qui s'étaient déchaînés et constituaient une réelle menace...

– Certes. Sur ce point 36 est une victoire politique. Mais elle se traduit par une série de mesures économiques et sociales. Je repense à la phrase de Jean Guéhenno : « 1936 est une année de victoire sociale... »

– L'un est indissociable de l'autre. Parce que la misère, l'état de misère pouvait permettre l'ancrage, justement, de ces mouvements factieux, les dirigeants de ce qui allait être le Front Populaire ont tout de suite compris qu'il fallait apporter des mesures économiques et sociales et ne pas se contenter de revendications purement politiques. Ainsi, en deux mois, a-t-on vu la loi de 40 heures, la prolongation de la scolarité, une série de mesures concernant les grands travaux, les lois sur les nationalisations des industries de guerre et de la Banque de France, la création de l'Office du blé...

Sur le plan plus précis de la défense sociale et du combat pour la dignité ouvrière, ce furent les conventions collectives, la reconnaissance du droit syndical... Enfin : les congés payés. Tout cela a constitué une sorte de « new deal » de la vie, pour reprendre l'expression américaine. Si l'on raisonne en terme d'humanité, de dignité, les ouvriers étaient soudain mis sur un plan d'égalité avec les patrons alors qu'auparavant ils étaient en état de servage face à un patronat de droit divin. D'ailleurs, la déclaration des droits de l'homme de 1948, qui est directement inspirée du Front Populaire, est la première de tous les temps à comprendre des droits économiques, sociaux et culturels. Et elle est universelle.

– C'est en cela que 1936 est révolutionnaire ?

– La révolution par les réformes ? Il y a toujours un fond de controverse lorsque l'on confronte l'idée de révolution et l'idée de réforme. Ceux qui prétendent faire la Révolution avec un grand R du matin au soir tiennent les « réformes » en suspicion. Or moi, je suis convaincu que les réformes de 36 ont eu un caractère profondément révolutionnaire dans la mesure où elles ont radicalement modifié le statut, le style quotidien de la vie des ouvriers. Tandis que telle Révolution commencée en 1917 n'a pas tellement modifié, 70 ans plus tard, la vie du moujik...



Pierre Mauroy fleurissant la statue de Léon Blum aux Tuileries le 4 juin dernier.

Les congés payés, c'est une révolution. C'est cette petite fille de 8 ans qui écrivait à Blum : « Merci monsieur le Président, grâce à vous je vais enfin connaître ma grand-mère... » Vous avez cité Guéhenno, citons-le à nouveau : c'est « changer la vie ». Pour être clair, disons que l'équivalent en force symbolique des congés payés de 1936 dans notre société de 1986 serait... leur suppression !

– 1936 démarre par une série de grèves. Un peu dur pour un gouvernement balbutiant, non ?...

– Comme du temps s'est écoulé entre le résultat des élections et la mise en place du gouvernement Blum – un temps obligé, constitutionnel – on a pensé que la classe ouvrière, craignant d'être abandonnée après la folle aube d'espérance, avait cherché à signifier son impatience et à montrer sa détermination. En fait, l'essentiel des grèves, c'était le sentiment que les ouvriers avaient gagné politiquement en tant que citoyens mais qu'ils voulaient aussi gagner sur le plan économique en tant que producteurs.

En plus, ces grèves tenaient plus de la kermesse que de la barricade agressive. Moi, j'ai fait pas mal de reportages, notamment dans les grands magasins où, fait nouveau, les employés – la classe que l'on appelait « les travailleurs en faux col » – et les femmes, deux « groupes » sans aucune tradition de grève, de revendications, occupaient les lieux nuit et jour. Eh bien dans les rayons « ameublement », les grévistes couchaient par terre. Pas question de toucher aux lits exposés, aux canapés... Ils n'avaient pas le sentiment révolutionnaire de mutation de la propriété, ils avaient conservé l'esprit d'une propriété patronale.

– Mais est-ce que la classe ouvrière était politisée, et s'est-elle reconnue en Léon Blum ?



Défilé au Mur des Fédérés le 14 juillet 1936.

– Politisée ? pas tellement. En tout cas, pas comme on peut l'entendre aujourd'hui. Mais quand même : l'exploitation par les partis de droite antiparlementaires de certains scandales – Stavisky entre autres ; les émeutes de 1934 avaient quelque peu éveillé la population. En plus le chômage partiel (on travaillait moins d'heures par jour et moins de jours par semaine), la politique de déflation qui avait fait considérablement baisser le pouvoir d'achat avaient contribué à créer un état d'attente, un espoir

(suite en page 24)

(suite de la page 24)

de changement. Et puis, les ouvriers avaient la possibilité d'être directement confrontés avec les leaders des partis. Il existait ce que l'on appelait le discours dominical. Herriot à Lyon, Blum généralement à Narbonne, Tardieu, pour la droite, à Belfort. Ils faisaient des discours-programmes que la presse commentait le lundi : on pouvait donc se situer politiquement, trouver son clan...

Quant à se reconnaître en Blum, la réponse est oui. Si l'on excepte les communistes qui tiraient sur Blum à boulets rouges, pour qui Blum était l'homme à faire vomir, le social-fasciste, le social-traître, l'ensemble de la classe ouvrière lui manifestait une profonde admiration, un immense respect qui se transformait petit à petit en réelle affection. Blum était proche d'eux, il connaissait tous les problèmes qui étaient ceux des ouvriers et pouvait répondre à leurs questions précises. Je me souviens d'un meeting parmi des viticulteurs où Blum a été interrompu par un type qui lui a lancé : « C'est beau tout ça, mais parle-nous de la « barricaille ». » Eh bien il a parlé de la « barricaille » pendant une heure. L'assemblée en était médusée !

Autre chose aussi : la classe ouvrière lui était reconnaissante de ne jamais avoir employé un mot de démagogie. Blum n'a jamais utilisé de slogan, il n'a jamais voulu imposer mais convaincre, persuader. Dans les auditoires les plus nombreux, où il était difficile de se faire entendre, il n'a jamais cédé à la facilité de « la petite phrase » pour séduire sans expliquer. Il n'a jamais accepté de prononcer une seule phrase qui eût été en rupture avec sa pensée. Et cela, la classe ouvrière le sentait. On a retrouvé ces caractéristiques chez un Mendès France : la force de l'éthique, la hauteur de pensée qui était le contraire de l'hermétisme.

– Si vous deviez résumer Léon Blum en une expression ?

– Je choisirais la suivante : plus le but que l'on se propose est élevé, plus les moyens que l'on utilise doivent être élevés. Blum c'était le mariage de la morale et de la politique...



Gamma

Grévistes occupant leur usine.

– En mai 36, il était prêt pour la bataille ?

– Oui, et le Parti socialiste avec lui parce que depuis 1919, avec le secrétariat général du groupe socialiste à la Chambre des députés par Blum puis par Vincent Auriol ; avec la présidence de ce groupe par Blum, l'activité du parti avait été incessante. Et l'on ne se contentait pas de refuser les propositions de la droite, on faisait nos propres propositions, des contre-projets. Et ce même pour des problèmes aussi techniques que les réparations de l'Allemagne. Ainsi nous étions-nous constitué une somme importante d'archives qui nous permettait de dominer la situation.

Mais le terme de « bataille » sonne juste. Et Blum n'en était pas dupe. Bracke, député du Nord, a inauguré le Conseil national du lendemain des élections qu'il présidait en ces termes : « Enfin les difficultés commencent ! » Et il fallait se battre. Contre les communistes, contre la droite qui n'avait pas de mot assez haineux pour nous injurier. C'est Maurras écrivant : « Il faut frapper Blum avec un couteau de cuisine, mais dans le dos » ; c'est Daudet éructant « Blum, Blum, Blum : c'est le bruit des balles du peloton d'exécution dans la poitrine d'un traître... » La France baignait dans l'antisémitisme, il faut bien le dire... On a même vu des juifs venir implorer Blum de renoncer au gouvernement en expliquant que cela allait redoubler la vigueur de l'antisémitisme ! Mais Blum savait tout cela...

– Et il y a beaucoup d'antisémitisme dans les accusations qui font du Front Populaire le responsable de la défaite de 1940...

– Ecoutez, en 1940 les députés qui ont reproché à Blum d'être contre Munich se sont servi d'arguments antisémites... On le taxait de belliciste acharné. Et la suite de ce raisonnement était que la France n'allait tout de même pas faire la guerre pour des juifs, même si les juifs paraissaient nettement en péril immédiat. Lorsque les adeptes de Munich – même ceux qui étaient à gauche, ceux qui pensaient qu'on avait sauvegardé la paix – énuméraient la liste des députés hostiles à Munich, ils prenaient bien soin de choisir les patronymes juifs !

Quant à l'association Blum – la guerre – la défaite, je vous répondrai seulement une chose : l'état major commandé par Pétain avait refusé que la ligne Maginot soit continuée jusqu'au-delà de la frontière belge. Ça remet certaines pendules à l'heure... Et puis lorsqu'on a diminué le temps de travail, on a fait fonctionner le 3 fois 8 : trois équipes de huit heures au travail. Et les machines ont tourné 24 heures sur 24, soit beaucoup plus qu'avant la loi de 40 heures de travail...

– Autre accusation, venue de la gauche cette fois, la non-intervention en Espagne. Qu'en fut-il exactement ?

– Blum était hostile à la non-intervention. Mais les Anglais, avec lesquels nous avions une sorte d'alliance en cas de guerre avec l'Allemagne, ont fait savoir que si la France intervenait, cette alliance serait caduque. Premier point. Second point : la quasi-totalité des ministres radicaux du gouvernement Blum ont dit qu'ils démissionneraient si on bougeait. Alors Blum, écœuré, a pensé s'en aller. Et c'est Madrid, c'est l'Espagne qui lui a demandé de rester en place. Pour les Espagnols, mieux valait un gouvernement socialiste non-interventionniste qu'un gouvernement allié à Franco... Cela dit, nous avons très vite mis sur pied une aide clandestine. Faible mais manifeste. Mais Blum n'a jamais supporté cette non-intervention. C'est une des choses qui l'ont le plus marqué...

– La vérité sur la non-intervention a eu du mal à voir le jour, non ?

– Parce que la version des faits qui accusait Blum en arrangeait plus d'un. Notamment les communistes, qui avaient trouvé là une occasion rêvée de stigmatiser les socialistes !

– Aujourd'hui, 50 ans après, la droite continue de vouer le Front Populaire aux gémonies. De parler de cette page d'histoire avec haine. Pourtant, 50 ans après la grande peur du patronat a dû s'émousser...

– L'idée que la classe ouvrière a pu amputer les privilèges de classe de la bourgeoisie de façon irrévocable leur demeure intolérable. C'est le symbole de l'amputation. C'est la main coupée qui continue de faire souffrir... ●

ELUS SOCIALISTES

Une force de propositions et non de lamentations au conseil général

Vigilance, inquiétude et pragmatisme, trois mots-clés qui résument la réflexion des présidents socialistes de conseils généraux et les présidents de groupes socialistes minoritaires réunis, les 7 et 8 juin à Montpellier. Vigilance face aux discours du nouveau gouvernement et à sa volonté d'instaurer une pause dans le domaine de la décentralisation, inquiétude face aux mesures adoptées dans le collectif budgétaire et à leurs conséquences notamment dans le domaine de la culture. Pragmatisme enfin des élus socialistes qui entendent – dans le domaine social essentiellement – réfléchir à une nouvelle approche du dossier sans pour autant « risquer de se retrouver « enfants perdus du socialisme », comme le fit remarquer le président du conseil général de l'Hérault, Gérard Saumade.

Epineux est le dossier de l'action sociale où idéologie et pragmatisme sont condamnés à cheminer ensemble. Un dossier d'autant plus difficile que l'Etat s'en désengageant, les départements se voient trop souvent dans l'obligation de « ramasser les morceaux ». Sera-t-on assez riches suffisamment longtemps pour se payer une telle politique ? Comment associer et responsabiliser les travailleurs sociaux ? Autant de questions que soulevèrent Christian Proust, président du conseil général du Territoire de Belfort et Charles Josselin, président du conseil général des Côtes-du-Nord.

Socialiser le social... Lier le social, l'économique, le culturel... des réponses d'autant plus difficiles à trouver et à mettre en œuvre qu'elles impliquent des modifications de comportements dans un domaine particulièrement sensible.

Plus facile, mais non moins complexe, fut l'examen du dossier de la Fonction publique territoriale. Les propos tenus très récemment par le secrétaire d'Etat aux Collectivités locales, Bosson, inspirent les plus vives inquiétudes. L'abandon de l'unification de la Fonction publique territoriale, la remise en cause du principe de la gestion paritaire, l'abandon des garanties d'emplois instituent autant de portes ouvertes à l'arbitraire. Face à ces menaces, les socialistes manifestent la volonté de se battre sur ces points essentiels et de défendre les acquis issus des lois de 1984.

« ...Sur le reste, on a pu se tromper, remarquait le président du conseil général de la Drôme, Rodolphe Pesce, soyons une force de propositions et non de lamentations. »

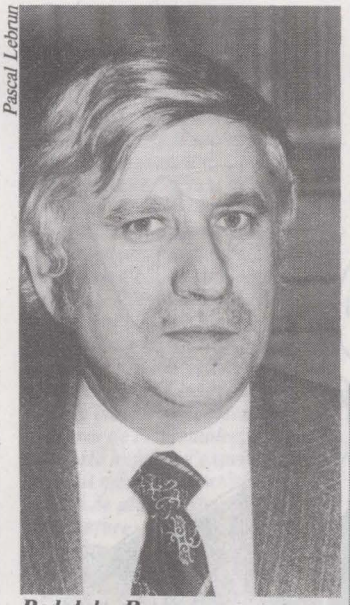
Le partage des Directions départementales de l'Equipement fit l'objet d'une motion dans laquelle les participants émirent des réserves sur la création d'un établissement public mais souhaitent la constitution d'une instance de réflexion et d'évaluation qui aurait pour mission de dresser le bilan des expériences en cours et de faire des propositions au gouvernement.

Le collectif budgétaire longuement évoqué éclaire les voies dans lesquelles s'engage le gouvernement Chirac. Pour les départements, on constate déjà : la suppression de 700 agents spécialistes de l'enseignement secondaire, la suppression unilatérale des lits « chroniques des hôpitaux », un hold-up de 2 milliards sur la réserve de la C.a.e.c.l. au détriment des collectivités locales, la réduction sans équivalents des crédits affectés à la Culture... autant de dossiers qui poseront très rapidement et très concrètement problèmes. Force de propositions et non de lamentations, vigilance et fermeté telle sera la conduite de la structure conseils généraux de la F.n.e.s.r. (1)

L.B. et S.S.

(1) Présidée par Christian Proust, Vice président de la F.n.e.s.r.

Pascal Lebrun

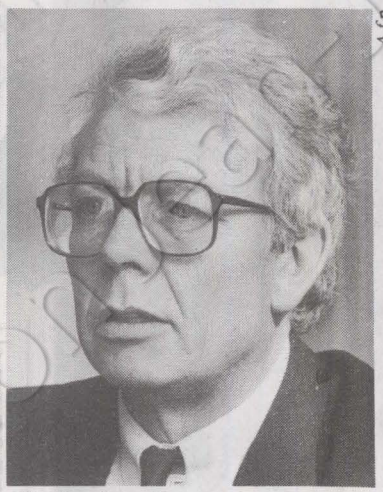


Rodolphe Pesce, président du Conseil général de la Drôme.



Gérard Saumade, président du Conseil général de l'Hérault.

A.f.p.



Charles Josselin, président du Conseil général des Côtes-du-Nord.

BANLIEUES 89

Fêtes et Forts continuent

Envers et contre tout, Fêtes et Forts reprend du service. Malgré le « raid budgétaire » opéré par le nouveau gouvernement dès l'arrivée de Chirac, malgré la grisaille ambiante et son repli stratégique, Banlieues 89 continue. Et, en premier lieu, son festival annuel, pour que l'été vive dans les banlieues et les projets urbains dans la fête.

Le programme, pour cette troisième édition, gagne en ecléctisme. Toujours de la danse et de la musique, encore du cirque et du vélo, avec les courses cyclistes sur la route des Forts, le 3 août. Mais aussi du cerf-volant, de la mode, de la mobylette et du foot.

Premier temps forts : des peintres et des poètes vont jouer aux « cadavres exquis » chers aux surréalistes : seize peintres échangent leurs petits carrés pour faire vivre seize toiles, à partir de photographies prêtées par Robert Doisneau et ce, pendant une semaine, jusqu'au 16 juin. Les œuvres seront dévoilées le 22 juin à 15 heures au Fort de Champigny, puis seront exposées et vendues.

En parallèle, toujours sur le thème de la banlieue, ses lieux magiques et ses forts, des écrivains vont plancher, mêler leurs textes. En vue d'une publication par la revue du C.c.i. Beaubourg accueille d'ailleurs une exposition sur le « Grand Paris » pendant l'été (du 10 juillet au 2 septembre).

Eté-foot, été-coupe : à l'heure du Mundial, Banlieues 89 n'est pas en reste, retransmettant sur grand écran les matches de la Coupe du monde (au Fort de Champigny) et organisant un tournoi interbanlieues, avec des finales les 14 et 21 juin.

Ateliers de création de mode, défilés, concours de stylistes patronné par Jean-Paul Gaultier : les quatre jours de la mode (à partir du 18 juin au Fort de Champigny) se clôtureront en beauté par la nuit de la musique, avec une nuit de Tango.

Au Fort de l'Est, les associations antillaises se retrouvent pour un grand « Zouk » et une kermesse, les 27 et 28 juin, et un concert de Malavoy le 6 juillet. Et puis, des tas de concerts, des nuits tropicales coproduites avec Serge Kruger (tous les samedis au Fort de Champigny, à partir du 5 juillet), des soirées « cabaret » ouvertes aux jeunes chanteurs et aux groupes de banlieue (tous les mercredis et jeudis, le soir au Fort de Champigny à partir du 9 juillet), une balade en cyclomoteur du 11 au 13 juillet avec défilé et remise des prix au Fort de Rosny-sous-Bois, les musiques et les cuisines du monde entier... L'édition 86 de Fêtes-Zé-Forts sera décidément placée sous le signe de l'antiracisme, de la couleur et du mélange.

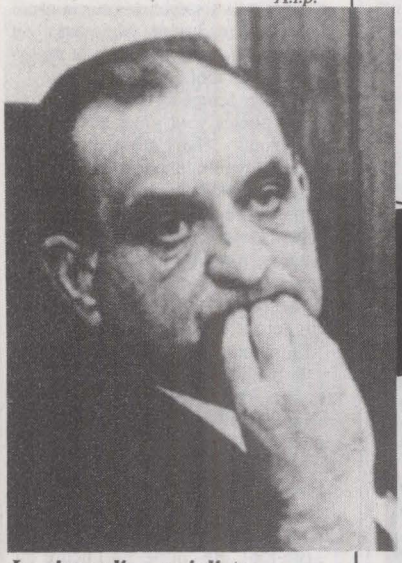
Pour s'y retrouver dans ce copieux programme : 45.76.15.50.

F. de G.

AUTRICHE

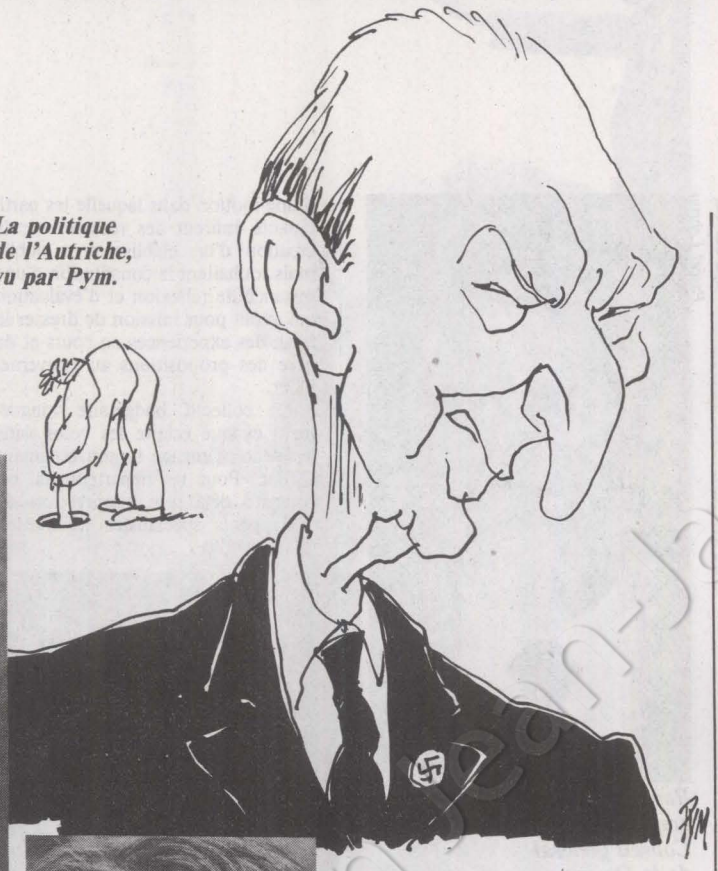
Le président est un ex-Nazi et un fieffé menteur

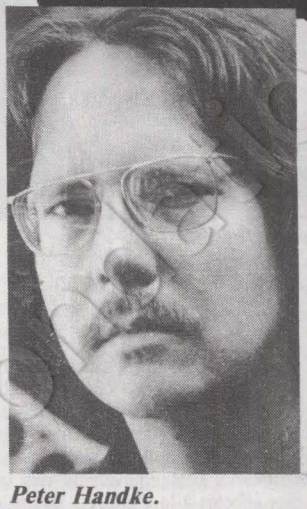
A.f.p.



Le chancelier socialiste démissionnaire Sinowatz.

La politique de l'Autriche, vu par Pym.





Peter Handke.

« Le dirigeant indigne d'un non-peuple » : c'est ainsi qu'a épinglé le nouveau président Kurt Waldheim, largement élu malgré son passé hitlérien, (53,9 % des voix contre 46,1 % au socialiste Steyrer), l'écrivain autrichien Peter Handke, exprimant le profond dégoût de tous ceux, intellectuels ou pas, qui, à l'honneur du pays, s'y sont opposés jusqu'au bout.

Quel démocrate ne s'interrogera-t-il pas anxieusement sur les dangers soulevés, en nos temps de réactivation néo-fasciste virulente, par l'accession « démocratique » au poste suprême dans ce cœur de l'Europe qu'est la « neutre » Autriche, d'un fieffé tricheur au passé redoutable ? « Ce qui est important, soulignent à leur congrès des rabbins européens, ce n'est pas au fond Waldheim, c'est le vote du peuple autrichien. L'expérience de l'élection d'Hitler va-t-elle se répéter ? » Il est clair, en tout cas, qu'en Autriche, frappée de refoulement collectif, morale et démocratie ne vont plus majoritairement de pair.

Car il faut tout de même le rappeler aux « douteurs » : l'ex-secrétaire général de l'Onu, qui s'est tu pendant quarante ans sur son passé, a menti depuis 1985 à onze reprises dans ses versions successives pour corriger les « lacunes » de sa nouvelle biographie truquée de 1985 : « Dans l'œil du cyclone ». Non, il n'était pas non plus le « simple soldat », « correct », et « faisant son devoir » en 1943-1944 dans les Balkans – image édifiante dans laquelle se reconnaissaient ses auditoires – mais, comme le montrent de multiples documents et photos, un « oberleutnant » plastronnant avec le gratin de la Wehrmacht et coopérant avec elle aux opérations contre les « bandits » de la Résistance yougoslave ou grecque, aux tortures et massacres, et jusqu'aux déportations des juifs de Corfou.

Et, si l'on n'a pas de preuve, en matière de « participation directe » (très recherchée), qu'il pressait lui même la gâchette, c'est bien sur les instructions directes de ce « bureaucrate de la terreur », fiché comme criminel de guerre aux archives de l'Onu, que certains villages des Balkans furent rasés.

L'atout majeur auprès des siens du Machiavel démasqué a été de se mouler, après les avoir réanimés, dans les vieux fantasmes, largement répandus, d'un peuple déclaré « victime du nazisme », et, de fait, nullement dénazifié après-guerre, alors que sa participation, dès l'origine, au nazisme et à ses méfaits ultérieurs est loin d'avoir été négligeable. Le candidat-président a fait ainsi vibrer sans vergogne les cordes, « encore fécondes », du nationalisme et de l'antisémitisme contre le complot des « médias étrangers » et du Congrès juif mondial : « Ce n'est pas une organisation basée à l'étranger qui va vous dire ce que vous avez à faire. »

Pour le candidat socialiste, Steyrer, et les siens, qui avaient renoncé à évoquer le passé de Waldheim : « les sujets introduits par l'étranger dans la campagne ont été déterminants dans le résultat du scrutin. » Ajoutons-y une certaine usure de son parti au pouvoir depuis des décennies, et relativement désarmé devant une incontestable poussée populiste conservatrice. D'où la démission imprévue du chancelier socialiste Sinowatz, « tirant les conséquences de l'échec » et remplacé par son ministre des Finances, Franz Vianitzky, qui serait sur une autre « longueur d'ondes ».

Mais à cette équation autrichienne spécifique, s'est ajoutée, au bénéfice de l'ex-patron de l'Onu, la grande alliance cynique du silence des raisons d'Etat, de l'Ouest comme de l'Est. Il est exact que, comme le nouveau président a pu s'en vanter, « les gouvernements ne (l')ont pas attaqué ; seulement des institutions comme le C.j.m. » Il est clair que l'U.r.s.s. – qui vient de le qualifier « d'éminent homme d'Etat » – et les Etats-Unis – qui ne l'ont toujours pas déclaré « *persona non grata* » dans leur pays – n'ignoraient pas les dessous de l'homme qu'elles avaient fait élire à l'Onu et dont elles se sont probablement servi.

Le panégyrique reconnaissant de Moscou concernant ce dernier : « victime de l'administration américaine et des milieux sionistes » est assez significatif à cet égard. En Grèce et en Yougoslavie, pays touchés, seuls les médias ont dénoncé leur criminel de guerre. Et même en Israël aujourd'hui, officiellement « chagriné et déçu », l'on ne cherche qu'à éviter une « reconnaissance morale » du président malodorant, sans remettre en cause les relations diplomatiques avec Vienne (plaque tournante du transit des juifs immigrés d'U.r.s.s.). Quant à notre impavide Jacques Chirac, alors que la France savait, au moins depuis 1979, que Waldheim avait sévi dans les Balkans, il ne trouve aucune « preuve décisive » contre l'intéressé... que pourtant notre préposé aux droit de l'homme, M. Malhuret – le pauvre – a proposé de ne pas recevoir !

« Nous n'en aurons jamais fini avec Hitler, désespère un juif autrichien rescapé d'Auschwitz, cette fois-là il veut notre disparition morale »... Sans doute Waldheim-la-honte se permet déjà de parler de « rénovation morale » à l'intérieur, mais devant les réactions tout de même mitigées de quelques Etats occidentaux à son égard il ne se hasardera guère à l'extérieur pour le moment. L'opportuniste né voudra éviter les vagues.

« Nous continuerons quant à nous de faire la lumière sur lui » déclare de son côté le C.j.m., qui rapproche l'abcès Waldheim des tendances récidivantes d'un néo-nazisme « révisionniste » visant à la banalisation des crimes hitlériens et du génocide juif. Après les affaires Bitburg en R.f.a., Reder, déjà, en Autriche, Roques en France, le scandale Waldheim n'incite-t-il pas à une sorte de prescription morale de l'opinion quant aux idéologies et méthodes fascistes d'hier que nos « nouvelles droites » rêvent de blanchir... En vue d'une future société duale ?

JEAN LIBERMAN

NICARAGUA

Grandes manœuvres diplomatiques

A l'approche d'un nouveau débat au Congrès américain sur l'aide aux « contras », de grandes manœuvres

EUROPE

U.e.o.... Léthargie ou réveil ?

« Nos gouvernements veulent-ils nous remettre en hibernation ? » C'est la question qui revenait sans cesse pendant la dernière session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.e.o.), du 2 au 5 juin à Paris.

L'U.e.o., c'est avant tout un contrat de sécurité entre sept pays : l'Allemagne fédérale, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les trois du Benelux. Si l'un des sept subit une agression armée, les six autres lui doivent assistance « par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres ». Dirigée par un conseil (des ministres), l'U.e.o. dispose d'une assemblée, composée de membres des Parlements nationaux. L'Union a rendu de grands services : première affirmation de sécurité collective en 1948 avant la création de l'Alliance atlantique ; structure d'accueil de l'Allemagne dans cette alliance en 1954 ; maintien du dialogue avec les Britanniques quand ceux-ci ignoraient la construction européenne. Aujourd'hui encore, c'est un irremplaçable « forum de défense » où se retrouvent la France, qui n'est pas dans le dispositif integre de l'Otan, et les six autres, qui y sont. Loin des problèmes, elle pourrait être le meilleur cadre pour dégager des impulsions communes.

Il n'en reste pas moins que ces dernières années, les gouvernements se sont de moins en moins servis de l'U.e.o., et que la réactivation annoncée fin 1984 se fait attendre. Pour le secrétaire général de l'Union, le Belge Alfred Cahen : « C'est une excellente voiture qui a gagné bien des rallyes mais qu'on a laissé trop longtemps au garage ; la batterie est à plat, le redémarrage est laborieux ».

Trop laborieux... disent les membres de l'Assemblée, dont la mauvaise humeur s'exprime au moment même où l'extérieur se montre de plus en plus intéressé : candidature officielle du Portugal, officieuse de l'Espagne, travaux de plus en plus suivis par la presse des cinq continents... On songe au proverbe chinois : « Le mariage est comme une forteresse assiégée ; ceux qui sont dedans ne sont pas heureux ; ceux qui sont dehors veulent y entrer. » Une telle situation pourrait aider à la relance, comme l'a souligné, à la tribune, le député socialiste des Hauts-de-Seine, Philippe Bassinet : « De même que l'élargissement de la C.e.e. à l'Espagne et au Portugal avait été l'occasion d'une remise en ordre... de même cet appel de l'extérieur doit marquer pour l'U.e.o. un sursaut, un nouveau départ ». »

DANIEL MITRANI

Sipa-presse



Sergio Ramirez, à Paris.



diplomatiques se déroulent en Amérique centrale, à Washington, mais aussi à Paris. Le vendredi 6 juin, le vice-président nicaraguayen, Sergio Ramirez, a été reçu à l'Elysée par François Mitterrand. Le chef de l'Etat a assuré son interlocuteur de la volonté de la France de poursuivre ses efforts en vue d'un règlement pacifique des conflits centre-américains. Au moment où, avec le changement de gouvernement à Paris, les observateurs étrangers s'interrogent sur la politique du Premier ministre en Amérique centrale, le président de la République a tenu à confirmer les orientations de la diplomatie française. Appui et soutien des efforts entrepris par le groupe de Contadora et aussi un suivi attentif du processus de construction de la démocratie au Nicaragua. Voilà selon les observateurs les thèmes de la rencontre entre Sergio Ramirez et François Mitterrand.

Cependant, les pressions américaines se poursuivent et, sur le territoire nicaraguayen, l'activité militaire des « contras » fait de nouvelles victimes. Un coopérant belge, Paul Deffers, a été tué la semaine dernière au cours d'une embuscade tendue par la Force démocratique nicaraguayenne (F.d.n.) dans le département de Matagalpa et les négociations pour obtenir la libération des huit Allemands de l'Ouest enlevés par la « contra » sont au point mort. Le chancelier Helmut Kohl a téléphoné à Ronald Reagan pour lui demander d'intervenir. Selon le ministère des Affaires étrangères ouest-allemand, Helmut Kohl aurait sollicité du président des Etats-Unis « de faire jouer son influence sur la F.d.n. pour aboutir à un rapide règlement ». Cette affaire tombe dans un très mauvais moment pour Washington, en effet, le dossier nicaraguayen doit être à nouveau examiné par le Congrès, après le rejet par la chambre des représentants en mars de l'aide de 100 millions de dollars aux « contras » réclamée par le président.

Pour vaincre les résistances des parlementaires, le gouvernement américain affirme détenir un grand nombre de preuves sur « l'assistance militaire soviétique » à Managua. La presse américaine se montre cependant sceptique sur la véracité de ces affirmations. Il y a quelques mois déjà, Reagan n'avait pas pu fournir les preuves confirmant la livraison des Mig soviétiques à Managua. Le Département d'Etat avait par la suite affirmé qu'il s'agissait d'une « mauvaise interprétation » des paroles présidentielles.

De son côté, le groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama) et le Groupe de Soutien (Argentine, Brésil, Pérou, Uruguay) ont présenté une nouvelle proposition d'Acte de paix qui doit, maintenant, être étudiée par les pays centre-américains. L'obstacle majeur dans les discussions semble être les problèmes concernant la limitation des armements et l'interdiction des manœuvres militaires dans la région. Aucune date n'a été retenue pour la signature de l'Acte de paix.

CARLOS FERRARI-LOPEZ

Donnons des oreilles à la terre.

Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.



ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications

Prêtez l'oreille à nos emprunts.

20, av. Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ☎ 47 05 94 39

LES ÉLUS À L'UNIVERSITÉ

Le service public local ne peut se contenter de discours pour garantir son intégrité, sa qualité et son efficacité dans le contexte d'offensive néo-libérale que nous connaissons.

Afin que chacun puisse se mettre au travail dans les meilleures conditions possibles, Communes et Formation organise trois grandes universités d'été des élus communaux, généraux, et régionaux pour s'informer et débattre des enjeux et des méthodes d'organisation d'un service public local dynamique.

– Le service public local, du 30 juin au 5 juillet, au centre de loisirs du Vieux Boucau (Landes).

– Le management du conseil général, du 26 au 30 août, en Dordogne (en collaboration avec la structure Conseils généraux de la F.n.e.s.r.).

– L'organisation et la gestion du conseil régional, du 30 août au 2 septembre, à Royeres-de-Vassiviere (Creuse).

La présence de nos élus les plus performants (majoritaires, et minoritaires) de leurs principaux collaborateurs, de techniciens de haut niveau, de responsables du Parti doit faire de ces universités des temps forts de la vie politique.

Les militants et fonctionnaires qui le souhaitent pourront également participer à ces importants carrefours pour le développement local.

(Communiqué de « Communes et formation »)

transexel

est un groupement de Sociétés de Service à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

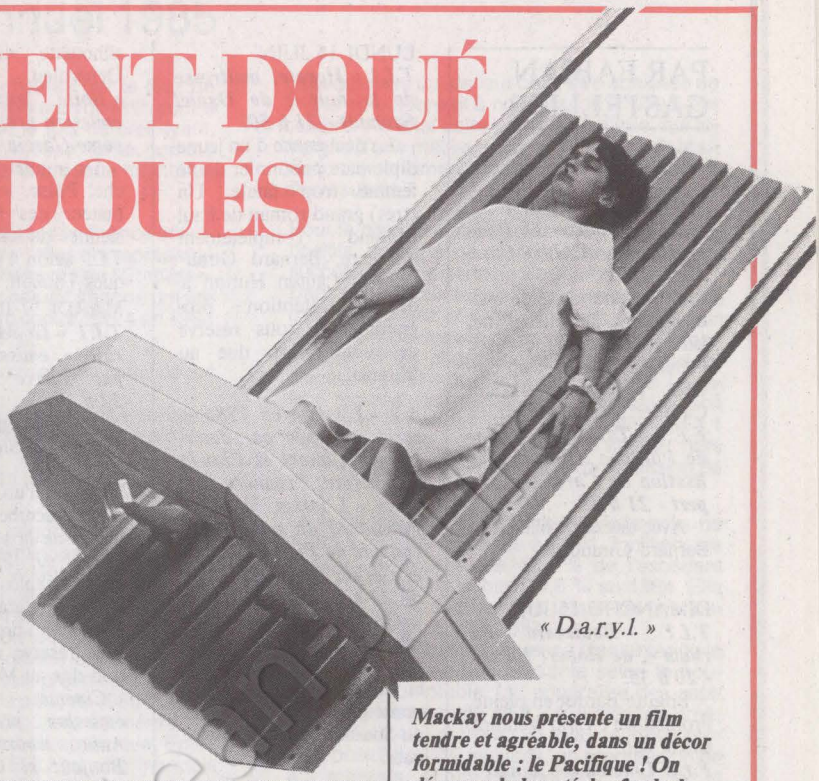
.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
☎ **47.78.16.60** - TELEX : 610579

UN NORMALEMENT DOUÉ CHEZ LES SURDOUÉS

Nicolas Chalesle, 15 ans, cinéphile averti, a couvert pour « l'Unité » le Festival international du cinéma pour l'enfance et la jeunesse. Une semaine de bonheurs divers pour ce jeune amateur – son film préféré est « Apocalypse now » – qui nous fait partager son enthousiasme pour « Real Genius », le film couronné par le jury international d'enfants.

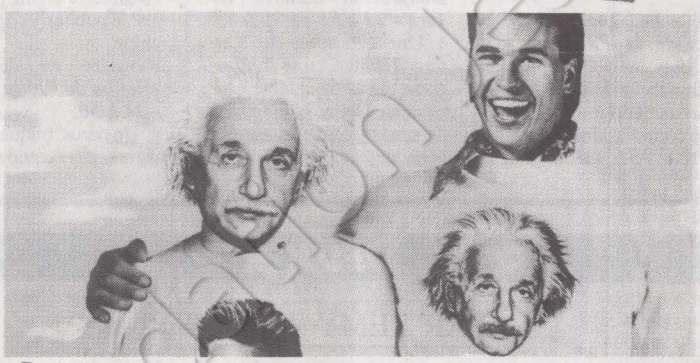


« D.a.r.y.l. »

PAR NICOLAS CHALESLE

UNE salle de projection tout à fait ordinaire, balcon, petite scène sur laquelle se succéderont les membres du jury. Pierre Tchernia apparaît et, après un court discours, fait venir l'adjoint du ministre de la Culture qui présente des excuses pour l'absence dudit ministre (ce qui n'a pas l'air d'altérer la bonne humeur de certaines personnes de mon entourage). Puis, outre le susnommé, se succèdent un organisateur et le p.-d.g. de Fnac-G.m.f. qui, tous, vantent à qui mieux-mieux les vertus de la jeunesse... Le retour de Pierre Tchernia permet la présentation des différents membres du jury. On commence par la Grèce, on termine par la France après avoir passé en revue les douze pays représentés (Brésil, Canada, Chine, Etats-Unis, Hongrie, Japon, Royaume-Uni, Sénégal, Suède, U.r.s.s.) on fait enfin connaissance de la présidente : Leslie Caron. C'était ma soirée d'inauguration au Festival international du cinéma pour l'enfance et la jeunesse.

A propos du cinéma et des acteurs français, il apparaît qu'à part De Funès, Richard et Belmondo, les jeunes membres du jury ne connaissent pas grand-chose ! D'ailleurs le film préféré du jeune Sénégalais n'est autre que « Flic ou voyou » avec « Bébel », c'est tout dire ! Enfin vient le film. « Rose Bonbon » : c'est le titre du film de présentation qui raconte l'histoire d'une adolescente marginale aux U.s.a., mêlée à d'autres jeunes gens d'un milieu social très aisé avec lesquels elle entretient des relations orageuses. Ajoutez un père tout mou, qui se laisse aller après le départ de sa femme (donc de la mère de la jeune fille...) sans travail et sans réelle volonté d'en trouver, un copain de toujours, hurluberlu sympathique et fou d'elle. Malgré cela elle tombe amoureuse, et c'est réciproque, d'un garçon « bien-né ». Il faudra toute la volonté de la jeune fille pour qu'elle s'en sorte et se fasse bien voir des étudiants qui la méprisaient jusqu'alors. Un film gentil, plein d'humour et de tendresse qui ne m'a pas déplu.



« Real Genius ».

Le second film présenté – le premier en compétition – « D.a.r.y.l. » est l'histoire d'un petit garçon extrêmement intelligent dont on peut même dire que c'est un génie. Au départ abandonné, il finit par atterrir dans un orphelinat puis dans une famille d'accueil. Cet enfant est tellement génial qu'il corrige les fautes d'orthographe de son voisin de classe (et il a du mérite !) et comprend tout, fait tout chez lui, est toujours sage et poli... Est-il humain ? Est-ce un extra-terrestre ? Est-ce un robot ? Je ne dirai rien !

Tout cela est sympathique et, malgré quelques longueurs, la réalisation est assez réussie dans l'ensemble. En revanche c'est un film qui demande, pour que l'on « marche », une certaine fraîcheur d'âme. Bref, interdit « aux vieux ». Enfin, les deux films qui ont eu la faveur des jurés. Le prix spécial du jury d'abord : « The Silent One » (« le Silencieux ») d'Yvonne Mackay. Ce silencieux est un jeune Polynésien recueilli par une tribu qui, malgré le sorcier, accepte le bébé. Il est adopté par une femme d'âge moyen et il se révèle par la suite qu'il est sourd muet. Au moment de devenir un homme, il sera rejeté par les chasseurs à cause de son handicap. Il se réfugie alors dans le milieu marin où il s'éprend d'une tortue géante. Mais sa tortue est blanche – symbole du démon pour le sorcier – ce qui en fait la responsable toute trouvée de la sécheresse qui s'abat sur le village. Le sorcier embobine un bon nombre de ceux du village avec l'intention de prendre la place du chef qui protège le silencieux. Pour cela il s'attaque au jeune sourd... Yvonne Mackay nous présente un film tendre et agréable, dans un décor formidable : le Pacifique ! On découvre la beauté des fonds de coraux. En plus des couleurs, c'est une très belle histoire d'amour qui unit le silencieux et la tortue. Bref, un superbe film à voir et à revoir.

Pour conclure, parlons du grand prix, à mon avis mérité, décerné à « Real Genius » de Martha Coolidge. Mitch, 15 ans, est un génie ; et c'est pour cela que le docteur Hataway, chercheur pour l'U.s. Air Force le fait venir dans son école pour génies. Là, il y rencontre des jeunes de son âge pas vraiment sérieux ; le docteur lui demande, à lui et à un autre génie de construire un super laser, son camarade refuse : il préfère s'amuser. Mais à force de menaces de la part de Hataway, il ou plutôt ils s'exécutent.

« Real Genius » qu'est-ce que ce film ? me suis-je demandé ! encore l'histoire d'un surdoué qui comprend tout, qui fait tout tout seul sans besoin de personne ? Eh bien je me suis trompé... Tout d'abord les sexes sont mélangés, ensuite c'est hilarant car ces génies ne se prennent pas au sérieux (l'un d'eux transforme les couloirs de l'école en une patinoire géante avec un produit qui permet la production de glace, mais le produit passe ensuite de l'état solide à l'état gazeux : peu après les couloirs sont dans les nuages, on ne s'y retrouve plus). Si vous voulez passer un bon après-midi ou une bonne soirée au cinéma allez voir « Real Genius » c'est réellement bien !

Pour conclure je dirais que cette semaine de Festival a filé comme le vent, j'aurais volontiers continué. L'année prochaine pour la deuxième édition de ce Festival je serai hélas trop grand. Dommage j'en aurais bien pris l'habitude car le cinéma c'est plus marrant que la physique.

TELEVISION

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 13 JUIN

A.2 Ciné-club : « Le Plein de super », d'Alain Cavalier - 23 h.

Le vagabondage de quatre copains, leur machisme, leur vulgarité, filmés avec l'attention classe et un tantinet voyeuriste d'Alain Cavalier. A redécouvrir.

F.r.3 « Taxi », magazine de Philippe Alfonsi. Réalisation de Caroline Huppert - 21 h 35.

Avec une carte blanche à Bernard Giraudeau.

DIMANCHE 15 JUIN

T.f.1 « Boulevard du rhum », de Robert Enrico - 20 h 35.

Brigitte Bardot en pleine Prohibition : Lino Ventura en est K.o.

F.r.3 Cinéma de minuit : « Pension Mimosa », de Jacques Feyder - 22 h 30.

Une mère adoptive et son enfant rebelle : Paris des années 30, Arletty et Françoise Rosay. Séduisant.

LUNDI 16 JUIN

T.f.1 « Hécate, maîtresse de la nuit », de Daniel Schmidt - 21 h 50.

La déchéance d'un jeune diplomate prisonnier d'une femme trop fatale. Un (très) grand roman de Paul Morand complètement massacré. Bernard Giraudeau et Lauren Hutton à oublier (attention : programmation sous réserve de modification due au Mundial).

A.2 « L'Islam en 1986 », série proposée par Jean-Claude Chanel et Claude Torracinte. Première partie : « L'Islam derrière l'étendard du prophète », enquête de Pierre Demont et Gérald Mury - 21 h 55 ou 22 h 10.

Qui sont les militants islamiques et quelle conception du monde est la leur ? Des bribes de réponses venues d'Egypte et du Soudan. A ne pas manquer.

F.r.3 « Le Tueur », de Denys de la Patellière - 20 h 35.

Gangster fêlé mais amoureux (donc affaibli) contre commissaire, Breton donc têtu. Avec Gabin et la silhouette débutante de Depardieu.

« Boîte aux lettres », émission proposée par Jérôme Garcin - 22 h 30.

Un numéro spécial Michel Polac, le célèbre animateur des futilités parisiennes du samedi soir du T.f.1 selon l'ineffable Jacques Toubon.

MARDI 17 JUIN

T.f.1 « Le Magasin littéraire », émission proposée par Pierre Dumayet - 22 h 30.

A.2 « Un Après-Midi de chien », de Sidney Lumet - 20 h 35.

Plus qu'un polar : une critique acerbe de la mentalité et de la société américaines sur fond de braquage. Explosion d'Al Pacino. On était en 1975 (attention : programmation sous réserve de modification due au Mundial).

« Cinéma, cinémas », émission proposée par Anne Andreu, Michel Boujout et Claude Ventura - 21 h 55 ou 22 h 45.

Une évocation de Sterling Hayden, une radioscopie de la troublante Maruschka Detmers, un coup de nostalgie sur les années Melville et, directement après, « Johnny Staccato » n° 4...

MERCREDI 18 JUIN

A.2 « Le dossier d'Alain Decaux : Al Capone, vie et mort d'un gangster », réalisation de Jean-Charles Dudrumet - 21 h 55.

Vulgaire truand passé au rang de légende, le balafré (« Scarface », c'est lui) finira ravagé par la syphilis. Que le destin se marre.

F.r.3 « Cinéma sans visa » : « Les oliviers de la justice », de James Blue - 22 h 45.

Film-récit inédit sur la guerre d'Algérie. Sera suivi d'un débat sur les années 60 et le conflit franco-algérien.

JEUDI 19 JUIN

T.f.1 « Infovision », magazine de la rédaction de T.f.1 - 20 h 30.

Avec un reportage sur Monaco, une enquête sur les télévisions privées en Angleterre et une autre, sur les « oubliés » de l'Indochine.

« Navire en détresse », téléfilm de Philip Leacock - 21 h 50.

Un virus traque les passagers et l'équipage d'un bateau de croisière luxueux. Salauds de riches ! Avec George Hamilton et Jane Seymour.

A.2 « Les Galettes de Pont-Aven », de Joël Séria - 20 h 35.

Itinéraire frivole d'un représentant en parapluies de Saumur. Avec Jean-Pierre Marielle, Bernard Fresson et Claude Piéplu. Oui, mais sur Musique, dès 20 h, « Adrienne Lecouvreur » de Cilea avec Margaret Price.

F.r.3 « Quoi de neuf ? », magazine proposé par Claude Glayman - IDF - 18 h 34.

Polars de l'été face à la réédition du « Grand Meaulnes » d'Alain-Fournier. Choc des cultures ?

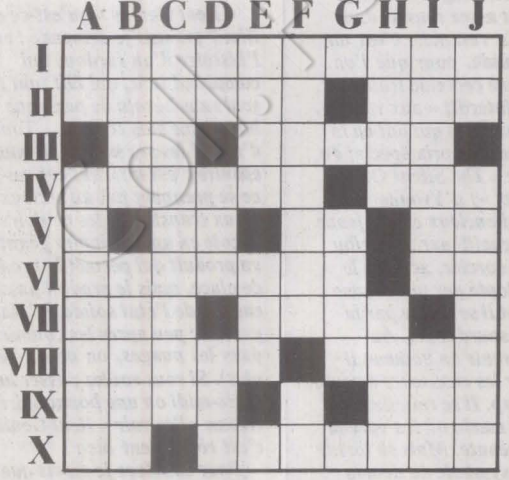
Cinéma 16 : « Comme un poisson sans bicyclette », téléfilm de Jean-Claude Charnay et Evelyne Boudeyer - 20 h 35.

Elle fut féministe et eut un enfant de l'homme de sa vie qu'elle garda pour elle. Aujourd'hui, les années ont passé et la mouflette est bien embêtée lorsque, sur sa fiche de classe, elle lit : « profession du père ». Encore faut-il en avoir un ! Avec Evelyne Buyle.

JEUX

PAR REMY ALBERT

THEME : LE THEATRE



HORIZONTALEMENT : I - Ils font la chasse aux indices. II - A conçu la mise en scène du Bourgeois Gentilhomme, joué par Roland Bertin. Roue à gorge. III - D'accord, les Bretons ! Un otage bouleversé. IV - Son âge d'or fait l'objet d'une pièce actuelle. Fut un des pseudonymes de Georges Simenon. V - Métal très convoité. Ile de France. Drôle de drame, en nippon. VI - Cette chanteuse-comédienne interprète Ghetto de Joshua Sobol. Article étranger. VII - Toujours partant, pour le Sud ! Château du Pays de Loire. VIII - Possédasse. Sans problème. IX - Tous, sans dessus-dessous. A moitié narrer, sans plus ! X - Sont en reste. Il transmet, dans son « one-man-show », son amour du théâtre.

VERTICALEMENT : A - Tête d'ébène. Celle des dégâts n'est pas toujours visible de suite. B - Effet de lumière, au théâtre. Forme le lac des Quatre-Cantons. C - Pièce de Bernard-Marie Koltès, interprétée par Maria Casarès. D - Il a bon « do ». Mieux vaut à un comédien d'y avoir plusieurs cordes. Pièce de charrue. E - Son collège fut fondé en 1440. Sans effet. F - Prendras les tétons. Permet un choix ou offre un lieu. G - Une lionne rugissante de littérature. H - Bisons d'Europe. Interprète du Bourgeois Gentilhomme, auprès de Roland Bertin. I - Celle de Pierre Rey portait ce prénom... au théâtre, évidemment ! Titre d'importance, en Inde. J - Il a l'esprit possessif. Sa maison consacre son théâtre, actuellement, grâce à Roland Bertin.

Solution des mots croisés du n° 651

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I	P	U	B	■	T	R	I	■	L	U
II	A	■	R	U	E	E	■	F	A	N
III	R	U	E	I	L	■	O	R	■	E
IV	A	M	S	T	E	R	D	A	M	■
V	D	■	I	■	M	U	■	N	U	S
VI	E	N	L	I	E	■	A	C	N	E
VII	■	U	■	E	X	■	L	E	D	A
VIII	P	L	A	T	I	N	I	■	I	N
IX	A	L	I	■	C	O	■	L	A	C
X	S	E	X	T	O	■	P	E	L	E

Collection Archives

GAZ DE FRANCE

Rapport Annuel 1985

Pour le Gaz de France l'année 1985 aura été celle où s'est amorcé le redressement depuis longtemps recherché : l'exercice aura été bénéficiaire, la dette allégée, la situation commerciale maintenue. De grands efforts y ont conduit, d'heureuses conjonctions l'ont permis.

Les efforts ont été multiples. Tout d'abord vers une gestion rigoureuse : au plan interne mais aussi par une renégociation des contrats d'achat de gaz, qui en a prolongé la durée et en a amélioré les prix. En matière financière une gestion active de la dette a été développée, qui grâce à l'emploi de techniques nouvelles et à l'émisison de titres participatifs, a conduit à un substantiel allègement.

L'environnement a été favorable. D'une part, l'évolution des cours des changes et spécialement du cours du dollar contre franc a diminué sensiblement les charges de l'exercice. D'autre part, une évolution capitale des esprits chez les fournisseurs d'approvisionnements en gaz leur a fait enfin accepter, pour la plupart d'entre eux, la prise en considération de la valeur du gaz rendu chez le consommateur. Enfin des variations tarifaires toujours mieux et plus vite adaptées ont permis de suivre la situation du marché tout en contribuant au rétablissement de l'équilibre financier.

Au sein de ces évolutions la situation commerciale du Gaz de France est demeurée satisfaisante.
Pour apprécier l'activité de l'Etablissement, il faut tout d'abord noter que la consommation totale d'énergie primaire en France, corrigée des effets climatiques, a augmenté en 1985 de 0,5 % ; la part du gaz naturel dans le bilan énergétique national est demeurée stable au voisinage de 12 %.
Les ventes de l'Etablissement et celles des filiales ont atteint 307,7 milliards de kWh et les ventes totales de gaz en France, y compris celles de la SNEA (P) à des clients directs 314,2 milliards de kWh. La progression enregistrée est respectivement de 4,8 % et de 4,4 %.

La répartition par secteur de l'ensemble des ventes de gaz est la suivante :
- secteurs résidentiels et tertiaire - 50,7 %
- secteur industriel - 44,9 %
- centrales électriques - 0,8 %
- autres ventes et cessions - 3,6 %

L'activité propre du Gaz de France demeure satisfaisante puisque les ventes directes, atteignent, en 1985, 279,6 milliards de kWh, soit une augmentation de 6,7 % succédant à une progression de 7,8 % enregistrée en 1984.
Les ventes au secteur résidentiel représentent 41,8 % des ventes directes ; elles sont en augmentation de 9,5 % pour leur total, de 7,9 % pour les usages individuels, de 14,1 % pour les usages collectifs : corrigées des effets du climat ces variations sont de 0,1 % pour le total de ces ventes, de – 0,9 % pour les usages individuels, de 3 % pour les usages collectifs.
Les ventes aux commerces et aux collectivités, dites ventes au secteur tertiaire, ont progressé de 10,9 % en valeurs réelles et de 2,7 % après correction climatique et représentent 15,1 % des ventes directes.
Les ventes au secteur industriel atteignent 40,4 % du total et sont en augmentation de 1,8 % par rapport à 1984.
Les achats totaux de gaz naturel et la production française ont augmenté de 5,8 % par rapport à l'année précédente et ont attient 323 milliards de kWh.

La production française a fourni 17,6 % de ce total contre 22,1 % en 1984, les importations 23,8 % en provenance des Pays-Bas, 8,5 % de la mer du Nord norvégienne, 22,2 % en provenance d'U.R.S.S. Les livraisons algériennes ont représenté 27,7 % du total ; elles ont légèrement diminué en 1985, atteignant 89,6 milliards de kWh. A ces fournitures s'ajoutent à hauteur de 0,2 % divers appoints.

Les quantités de gaz achetées par le Gaz de France ont été de 314,8 milliards de kWh contre 281,7 milliards en 1984 ; le gaz naturel ayant, avec 313 milliards de kWh, représenté, comme les années précédentes, la presque totalité de ces achats.

Les quantités de gaz achetées en France ont atteint 46,7 milliards de kWh ; elles ont représenté 14,8 % des approvisionnements de l'Etablissement. Les achats de gaz naturel importé ont été de 266,3 milliards de kWh contre 238,4 en 1984 en augmentation de 11,7 %.

En 1985, les stocks de gaz ont été accrus de 3,4 milliards de kWh.
L'année 1985 a marqué des progrès essentiels en matière d'approvisionnements grâce à l'heureuse conclusion de renégociations des contrats d'achat auprès de la Hollande et l'Union Soviétique.

Avec les Pays-Bas les négociations commencées en 1984 se sont terminées en mars 1985 par un protocole qui porte tout d'abord sur une baisse du prix applicable rétroactivement à compter du 1er octobre 1984. Une modification de la formule d'indexation la rend parfaitement représentative des conditions de compétition sur le marché. Le protocole prévoit encore la livraison de 50 Gm3 sur la période 1995-2005, à un rythme d'environ 5 Gm3/an, au même prix de base que celui désormais applicable. Enfin, il stipule l'adoption de l'ECU comme monnaie de compte et de règlement.

Avec l'U.R.S.S., les négociations entamées en 1983 ont abouti au cours du premier semestre 1985 d'une part à une réduction à compter du 1er janvier 1985 du prix du gaz des contrats n° 1 et n° 2 et à l'assouplissement de ses conditions d'enlèvement et de paiement, d'autre part à la réduction à compter du 1er octobre 1984 du prix du gaz du contrat n° 3, à la suppression du prix minimal et à l'étalement jusqu'en 1990 de la montée en régime des livraisons. Enfin ces accords comprennent des formules d'indexation qui complètent et pérennisent le calage des prix du gaz en fonction de ceux de la concurrence chez le consommateur final.
Des arrangements temporaires allant dans le même sens ont par ailleurs été conclus pour certaines fournitures norvégiennes.
Le résultat global de ces renégociations sur l'exercice 1985 est de l'ordre de 2 milliards de francs.
D'autres négociations concernent un avenir plus lointain. En Mer du Nord, après que le projet de développement du gisement de Sleipner a été ajourné, les promoteurs du projet Troll ont engagé avec le Consortium constitué par les sociétés Distrigaz, Gasunie, Ruhrgas et le Gaz de France des négociations qui devraient aboutir dans le courant de 1986. Dans le Golfe de Guinée, des contacts se poursuivent entre le Consortium Européen et la Société Nationale des Hydrocarbures du Cameroun ainsi qu'avec le Nigéria. Avec le Qatar enfin, des relations viennent d'être renouées.
Les effets financiers de la renégociation des contrats d'achat n'ont pas été contrariés par l'évolution des monnaies ni par celle du prix des produits pétroliers. Le cours moyen du dollar a été sur l'année très voisin du niveau prévu de 9 F. et son évolution au cours des douze mois a été favorable ; de même les prix des produits pétroliers ont été en moyenne annuelle, un peu plus bas que la prévision.
La situation tarifaire a été fortement modifiée, tout d'abord par l'intervention dès le 1er janvier de hausses des tarifs de 4,5 % pour la clientèle domestique, de 6 % pour la clientèle industrielle, puis par la mise en liberté en avril des tarifs à souscription qui permet désormais au Gaz de France de conduire la politique tarifaire vis-à-vis de la clientèle industrielle ; ces tarifs ont été relevés de 6 % le 8 avril puis abaissés de 3 % le 8 mai et de 6,5 % le 1er octobre. Les tarifs domestiques ont pu, de leur côté, être abaissés de 2 % le 10 octobre et à nouveau de 2 % le 6 décembre. Au total cette politique tarifaire, qui témoigne d'une meilleure compréhension de la situation a fortement contribué à l'amélioration des résultats.

Pour la première fois depuis 1980 ceux-ci sont positifs, un bénéfice de 485 millions de francs succédant à une perte de 3 milliards en 1984.
Dans cette amélioration l'évolution des contrats d'achats de gaz et celle des tarifs ont joué un rôle capital puisque la différence entre les recettes gaz et les charges d'achat de gaz passe d'une année à l'autre de 12 à 16 milliards. La valeur ajoutée progresse de 3,7 milliards soit 32,5 % et l'excédent brut d'exploitation de 3,1 milliards soit 67,5 %. Le chiffre d'affaires hors T.V.A. s'élève à 56 milliards, en progression de 17,2 %.

La capacité d'autofinancement augmente de 1.383,8 millions de francs à 3.741,3 millions de francs. Elle représente 48,1 % de l'excédent brut d'exploitation contre 29,8 % en 1984. Elle couvre 47,8 % des besoins totaux de financement contre 24,2 % en 1984.
Le résultat enregistré influence bien entendu la structure du bilan qui, présenté selon le nouveau plan comptable, fait apparaître des capitaux propres négatifs de 3,2 milliards, en amélioration de 423 millions, un total de fonds propres positif de 12,9 milliards, en progression de 4,5 milliards, et un endettement financier et commercial de 40 milliards soit 67,2 % du bilan au lieu de 74,3 %, le total des emprunts étant revenu de 31,6 % à 26,3 milliards et la contrevaleur des emprunts en devises de 16 à 12,8 milliards.

Dans cette amélioration de la structure du bilan, l'émission de titres participatifs a joué un rôle capital dans la mesure où sont venus s'inscrire en augmentation des fonds propres 2 milliards de titres émis contre numéraire, puis 1,2 milliard de ces mêmes titres créés en échange d'obligations anciennes dont l'annulation a diminué la dette d'autant.
L'effort de gestion de la dette entrepris avec des techniques nouvelles en 1984 s'est poursuivi efficacement. Par rapport à la dette évaluée en francs et figurant au bilan, les opérations de gestion ont porté de 46,1 % à 68 % la part de la dette en francs et réduit de 12,8 à 7,1 milliards la contrevaleur de la dette en devises.
Au terme de l'année 1985, la situation du Gaz de France est, grâce aux circonstances et à l'effort de tous, en meilleure voie.
Des problèmes subsistent, propres, à l'environnement où fluctuent les conditions climatiques, le cours des monnaies, les prix de l'énergie sans que toujours puissent s'adapter les tarifs.

Le début de l'année 1986 en porte témoignage. La baisse du cours du dollar et celle des prix du pétrole et des produits pétroliers sont des facteurs favorables à l'abaissement du prix de revient mais aussi à l'accroissement de la concurrence sur les marchés de consommation. Le résultat net de ces éléments contraires dépendra de la vitesse et de l'ampleur de leurs variations.
D'autres problèmes sont propres à l'entreprise. L'effort doit être poursuivi pour réduire l'endettement et rétablir une structure du bilan donnant une image fidèle du dynamisme du Gaz de France.
Le compromis nécessaire entre les impératifs financiers et les nécessités commerciales ne pourra s'établir au mieux que si la liberté de gestion et la capacité de réaction de l'entreprise ne se trouvent pas entravées par des contraintes externes.
L'Etablissement vient de démontrer sa pugnacité, sa robustesse, sa faculté d'adaptation, son aptitude à une gestion bénéficiaire. Le maintien de son dynamisme et l'effort des hommes qui soutiennent son activité devraient confirmer le succès de 1985.



Revenue au gouvernement depuis le 16 mars, la droite montre chaque jour sa volonté de démolir l'œuvre accomplie par la gauche. Après cinq ans de pouvoir, le Parti socialiste se retrouve dans l'opposition mais le score historique qu'il a obtenu et la présence à l'Elysée du Président de la République lui laissent de larges perspectives d'action. Chacun comprend que la coexistence voulue par les institutions est aussi un combat de tous les jours et que pour mener à bien ce combat le P.s. a plus que jamais besoin d'accroître ses moyens d'information et de communication.

C'est pourquoi nous lançons une nouvelle campagne d'abonnements à « l'Unité » liée à la campagne d'adhésions au parti. Toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ce que le P.s. dépasse le seuil de 30 % doivent prolonger leur action en participant directement à cette campagne. Permettre à « l'Unité » de parler plus fort et d'être plus efficace face à la grande presse de droite, c'est votre affaire à tous. N'attendez pas. Nous comptons sur vous.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solférino - 75007 PARIS

Je soussigne .....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (210 F)***
★ ***abonnement d'un an (310 F)***
★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

par chèque bancaire, chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. - Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325